Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale

**PROPOSITION DE RESOLUTION**

**visant à diminuer l’impact social et économique de la crise énergétique**

**sur les ménages et entreprises de la Région de Bruxelles-Capitale**

*déposée par Alexia Bertrand, Aurélie Czekalski, Viviane Teitelbaum et Clémentine Barzin*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**DEVELOPPEMENTS**

# CONTEXTE

L’envolée des prix de l’énergie en cours depuis l’été 2021 ne cesse de prendre de l’ampleur pour atteindre des sommets inégalés et générer des dommages sociaux et économiques majeurs qui - impactant à la fois, les ménages, les entreprises et l’État - se propagent sur l’ensemble de notre société.

En se projetant au travers d’une perspective historique, par rapport aux chocs pétroliers des années 1970 ou la crise financière de 2008, les difficultés en termes d’intensité des conséquences sont encore plus importantes.

La Belgique consomme 220 TWh de gaz. Au prix actuel de 330 € / MWH[[1]](#footnote-1), la facture de gaz pèse 72 milliards sur un PIB belge de 500 milliards. En somme, 14 à 15 % du PIB de notre pays couvre la facture de gaz. Un cout si élevé de l’énergie aura un impact sur tous (ménages, indépendants, entreprises, autorités publiques...) Si l’état ne pourra compenser l’ensemble des pertes, il se doit de veiller à éviter un appauvrissement massif de la population et une vague de faillites ou de licenciements avec les conséquences qui en découlent.

## Impact de la crise énergétique sur les ménages

Il ressort d’un rapport consacré à l’évaluation globale du fonctionnement du marché de gros de l’électricité dans l’UE publié le 29 avril 2022 par l’Agence européenne de coopération des régulateurs de l’énergie (ACER) et comparant la manière dont les ménages et entreprises ont été touchés par l’augmentation des prix de l’énergie durant l’année, que les prix de l’électricité pour les ménages de Bruxelles (en cents/kWh, comparaison de février 2022 par rapport à février 2021) a évolué de +99%. C’est la plus forte augmentation des 27 capitales, loin devant Amsterdam (+64%), ou Paris (+13%).

D’après le tableau de bord mensuel de la CREG, le régulateur fédéral, entre juillet 2021 et juillet 2022, la facture moyenne des ménages[[2]](#footnote-2) bruxellois a augmenté de 896,16 EUR pour la gaz en passant de 1.461,14 € en 2021 à 2.357,30 € en 2022. Sur la même période, la facture moyenne d’électricité a également augmenté de 576,56 € de plus entre 2021 et 2022.

Cette inflation historique est due à la hausse des marchés de gros suite à la reprise des activités économiques post-confinement, à l’augmentation du prix de la tonne de CO2 et à la diminution du stockage de gaz en Europe elle-même amplifiée par la guerre en Ukraine et les sanctions envers la Russie.

Dans la mesure où, pour faire simple, le prix de l’électricité est fixé à partir du prix de la ressource d’énergie utilisée pour produire la dernière unité d’électricité vendue sur le marché day-ahead, à savoir le gaz naturel, l’envolée de prix du gaz impacte celui de l’électricité.Ce **lien entre le prix du gaz et celui de l’électricité** n’est pas dû à une défaillance des marchés mais aux particularités de la production et de la consommation de l'électricité qui caractérisent la fixation des prix. Ce lien permet aux producteurs d’électricité de **minimiser les coûts de production** sur un marché dont la spécificité est d’offrir un bien non stockable pour répondre à une demande qui varie constamment selon les heures, les jours et les saisons.

## Impact de la crise énergétique sur l’activité économique bruxelloise : certains secteurs ont la plus forte sensibilité énergétique

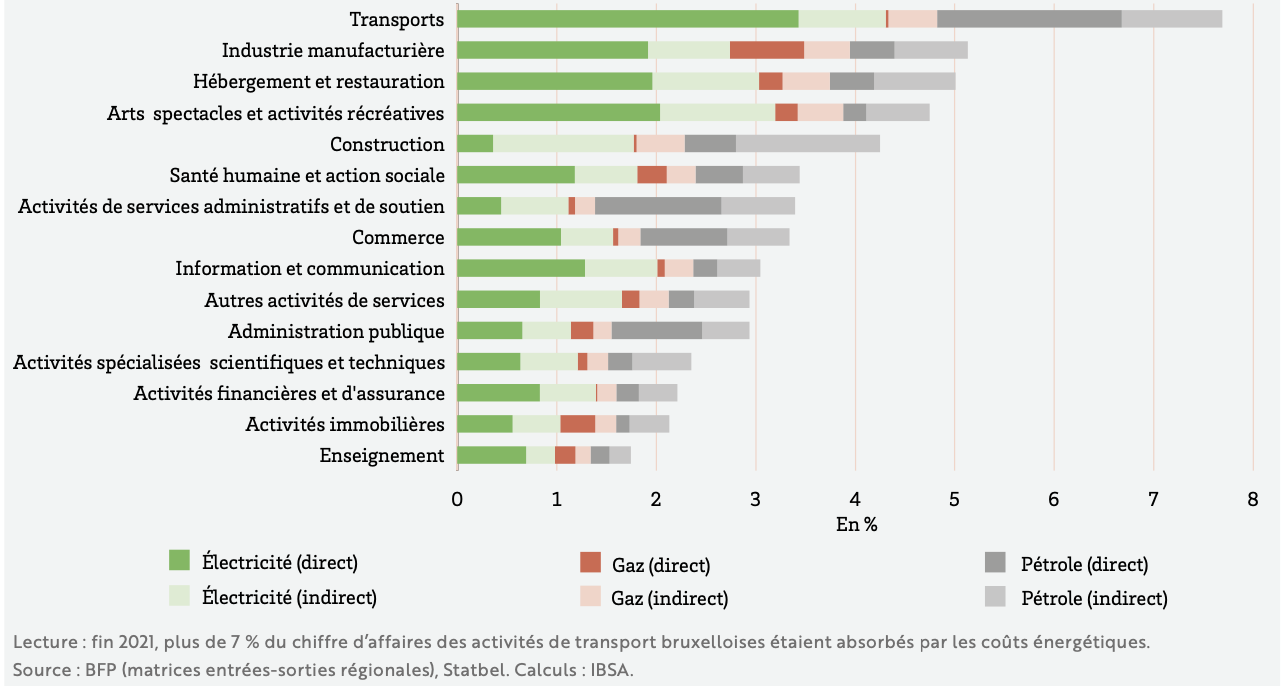
Une récente étude[[3]](#footnote-3) de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse nous apprend quepar rapport aux autres Régions*, «*l’économie bruxelloise dépend davantage de l’électricité́ que du pétrole, sa facture énergétique est plus sensible à la forte hausse actuelle des prix de l’électricité́ »[[4]](#footnote-4). Ainsi, entre 2019 et 2021, la part des coûts énergétiques dans le chiffre d’affaires a augmenté davantage en RBC (+44 %) que dans le reste de la Belgique (+32%). »

Après le secteur du transport subventionné, l’industrie manufacturière est le deuxième secteur le plus dépendant aux produits énergétiques. Ce secteur rassemble près de 20.000 travailleurs en Région bruxelloise. De plus, les activités manufacturières sont davantage dépendantes à l’électricité́ que dans les deux autres régions. Parmi les grands pourvoyeurs d’emploi de l’industrie manufacturière, l’analyse de l’Institut pointe la situation de l’industrie alimentaire qui doit nécessiter une attention particulière. A titre d’exemple, ce secteur regroupe notamment les activités des abattoirs et bouchers, boulangers ou chocolatiers et fait intensément appel aux produits énergétiques et plus spécifiquement à l’électricité́. Au dernier trimestre 2021, les coûts énergétiques dudit secteur représentaient 7 % du chiffre d’affaires desdites entreprises.

Dans une autre catégorie sectorielle, les coûts énergétiques de l’industrie de l’imprimerie, qui à lui seul emploie près de 1500 travailleurs en Région bruxelloise, représentaient 7 % du chiffre d’affaires desdites entreprises au dernier trimestre 2021. Un autre secteur particulièrement touché est celui des services aux personnes, tels que les coiffeurs, les salons de beautés ou les blanchisseries. A titre d’exemple, certaines blanchisseries, à côté du cout de l’énergie, doivent absorber également une envolée des prix de certaines matières premières tels que le savon dont les prix ont augmenté jusqu’à 30 %. Ces secteurs ne peuvent répercuter la totalité de l’augmentation des coûts fixes sur leur prix de vente. Comme le signale l’étude de l’IBSA : « Ce secteur est constitué́ d’une myriade de petits entrepreneurs qui ont vu leur chiffre d’affaires diminuer de près d’un tiers au cours des deux années de crise sanitaire. Ces activités sont de grandes consommatrices de gaz et d’électricité́. Au dernier trimestre de 2021, les coûts énergétiques absorbaient en moyenne 8 % de la valeur de leurs ventes. »

Le secteur de la blanchisserie a généralement recours à des machines fonctionnant au gaz ou au charbon pour produire de la vapeur, peu d’autres technologies existant en la matière. Ce secteur n’a que peu de possibilité d’économiser en investissant dans des appareils plus performants.

**Graphique n°1 : POIDS MOYEN DES DÉPENSES ÉNERGÉTIQUES DES SECTEURS D’ACTIVITÉS DANS LA VALEUR DE LA PRODUCTION EN %, AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021**



Source : IBSA (2022), *L’activité économique bruxelloise face à la crise énergétique, focus n°51,* consulté le 15.09.2022 via, <https://ibsa.brussels/actualites/sortie-du-focus-ndeg51-l-activite-economique-bruxelloise-face-a-la-crise-energetique>, p.5

Enfin, selon une récente étude de Graydon[[5]](#footnote-5), les entreprises de la région bruxelloise s’avèrent les plus vulnérables et cela s’explique notamment par le poids du secteur Horeca dans l’économie régionale. A cet égard, ladite entreprise a également calculé qu’un doublement de la facture d’énergie par rapport à 2020 conduirait à la fin des activités pour 6 % des entreprises parmi les 460.000 sociétés qui déposent des comptes annuels.

En somme, compte tenu de la fragilité de l’économie bruxelloise et des indicateurs macro-économiques en berne, on peut supputer que l’impact économique de la crise énergétique sur les entreprises bruxelloise sera plus conséquente que dans les deux autres régions.

## De la nécessité d’agir

Cette situation de crise dont les répercussions sociales et économiques risquent d’être désastreuses, doit être gérée par l’État tout en se souciant de préserver les équilibres **économiques.**

En effet, d’un point vue purement économique « de base », la situation de crise actuelle est due à un déséquilibre entre l’offre et la demande de gaz, la demande étant supérieure à l’offre (choc d’offre). Or, une politique de stimulation de la demande pour s’attaquer à un choc d’offre risque de faire grimper encore plus les prix et exploser l'inflation. Si la demande dépasse l'offre, le prix continuera à augmenter jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d’agents économiques diminuent leur consommation d’énergie.

Par conséquent, les mesures les plus efficaces sont celles qui permettent de diminuer la consommation d’énergie telles que les politiques d’amélioration de la Performance énergétique des bâtiments, de l’efficacité énergétique des moyens de production, d’utilisation rationnelle de l’énergie, etc.

Ces politiques structurelles de moyen - long terme qui agissent sur la consommation d’énergie, qui font jusqu’à présent défaut, doivent cependant être accompagnées, vu l’urgence et l’évolution inquiétante de la situation sociale et économique, de politiques d’aides économiques et sociales ciblées pour permettre aux ménages et aux entreprises de continuer d’accéder à ce bien de première nécessité qu’est l’énergie et ce, à un prix abordable.

Selon le monitoring sur l’impact de la crise des prix de l’énergie sur les clients résidentiels et petits professionnels tenu par BRUGEL « fin avril 2022, 40 % des ménages bruxellois bénéficiaient d’un tarif variable. Les 60% restants ayant un contrat à prix fixe d’une durée de 3 ans (jusqu’à la date d’échéance de leur contrat de 3 ans) ne sont pas directement impactés[[6]](#footnote-6) par hausse des prix. »[[7]](#footnote-7).

Toujours selon le monitoring, il est constaté une forte progression de 60% du nombre de courriers de mise en demeure entre février et avril. Il est également constaté depuis plusieurs mois, que de plus en plus de ménages candidats au statut de client protégé reçoivent une mise en demeure pour une facture de régularisation ou pour une facture intermédiaire actualisée au prix du marché impayée et ce sans avoir d’antécédents d’arriérés. Ces ménages doivent faire face à une dépense importante imprévue et se retrouvent dans l’incapacité immédiate d’y répondre.

Avec la disparition quasi-totale des contrats à prix fixe, il est important de monitorer régulièrement la part des ménages qui - voyant leur contrat fixe arriver à échéance - seront *de facto* impactés par l’augmentation des prix.

En somme, il est plus opportun de prendre des mesures ciblées au profit des ménages et des entreprises impactés par la crise et plus particulièrement les PME, les indépendants, les ménages les plus vulnérables et ceux issus de la **classe moyenne.**

Dans ce cadre, les différents niveaux de pouvoir peuvent mener des actions en fonction de leurs compétences.

## Les mesures prises par l’État fédéral

Au niveau du Gouvernement fédéral, plusieurs mesures sociales ont été prises telles que :

* L’extension de l’octroi du tarif social aux bénéficiaires de l’intervention majorée (BIM) ;
* La réduction des accises sur l'essence et le diesel ;
* La réduction de la TVA à 6 % sur l'électricité et le gaz pour tous les ménages ;
* Une mesure de compensation financière identique pour le mazout (chèque de 225 euros par ménage).

Le 16 septembre 2022, le Gouvernement fédéral a pris une série de mesures complémentaires pour alléger les factures énergétiques des ménages et des entreprises. L’idée principale est proposer à ceux qui ne bénéficient pas du tarif social une aide proportionnelle à leurs revenus[[8]](#footnote-8).

Pour les ménages, il sera fourni à chacun un paquet de base de gaz (pour 5.000 kilowatts) et d’électricité (pour un volume de 1.500 kilowatts) à un prix fixe et réduit. Ceux qui consommeront davantage payeront le surplus au tarif normal. Cela se traduira par une réduction de la facture de 135 euros par mois sur la facture de gaz et de 61 euros sur celle d’électricité pendant les mois d’hiver, soit novembre et décembre.

La mesure sera ciblée en fonction des revenus et des contrats. Ce forfait de base à prix réduit est uniquement octroyé pour les contrats d’énergie variables et pour tous les nouveaux contrats fixes conclus ou renouvelés à partir du 1er octobre 2021. Pour les personnes dont le revenu dépasse les limites fixées[[9]](#footnote-9), l’administration fiscale considérera l’intervention comme un avantage imposable.

Le chèque mazout a également été augmenté à 300 euros.

**Piste de financement des politiques d’aides : La contribution de crise**

A terme pour financer ces politiques d’aides, il est envisageable de faire contribuer les producteurs d’énergie qui tirent profit de cette situation d’envolée des prix du gaz.

En effet, à titre illustratif et en simplifiant, si le prix du gaz est actuellement à 330 € / MWH sur les marchés de gros et qu’il faut environ 2 MWH de gaz pour produire 1 MWH électrique pour une centrale au gaz, le coût de production de cette unité est fixé à 660 € auxquels il faut également ajouter 50 euros de taxes CO2, ce qui porte le prix à 710 euros.

Si on la produit avec du gaz, l’électricité coûte donc 710 euros par MWh. Le coût de production avec une éolienne est de 100 euros, avec le nucléaire aux alentours de 60 euros et avec le photovoltaïque entre 80 et 110 euros.

Or, le MWh électrique se vend entre 900 et 1500 €/MWh. Dans la situation actuelle, les producteurs qui n’utilisent pas de gaz pour produire l’électricité dégagent des marges bénéficiaires plus élevées**, du moins plus élevées que la marge d’équilibre qui permet aux producteurs de minimiser les coûts de production de l’électricité.**

La loi sur la sécurité d’approvisionnement donne les moyens à l’Etat de capter une partie de ces plus-values. Dans la mesure où l’on peut considérer que les producteurs privés ne peuvent plus aujourd’hui garantir la sécurité d’approvisionnement, ici vue sous l’angle de l’accessibilité de l’énergie pour le consommateur, en raison des prix inabordables, l’État doit être en mesure d’assurer cette garantie en prélevant une contribution temporaire de crise visant à garantir l’approvisionnement, une contribution fixée en se basant sur **le mix énergétique** de chaque entreprise concernée.

## Que peut faire la Région ?

Les Régions - compétentes en matière de distribution d’électricité et de gaz ; de production à partir de sources d’énergies renouvelables ; d’utilisation rationnelle de l’énergie (URE) mais également pour fixer une série d’obligations de service public (OSP) dont notamment celles liées aux mesures sociales et pour contrôler les prix de la distribution publique du gaz et de l’électricité - ont un rôle à jouer, des marges de manœuvre et des leviers d’actions pour agir sur le prix de l’énergie. La Région, également compétente en matière économique peut soutenir les entreprises, indépendants par des aides économiques directes.

**Les indicateurs macro-économiques de la région bruxelloise sont malheureusement** dans le rouge. Si cette situation s’est dégradée pendant la crise Covid, il faut rappeler que la tendance de fond est présente depuis 15 ans : des déficits et des chiffres de pauvreté inquiétants. Même quand les indicateurs s’améliorent, le mouvement est plus lent que dans les deux autres régions.

**En ce qui concerne la croissance**, après la chute de l’activité économique en 2020, le PIB en volume flamand aurait déjà dépassé son niveau d’avant la crise sanitaire l’année dernière alors que, dans le même temps, le PIB wallon l’aurait pratiquement rejoint. Le mouvement de rattrapage est, par contre, plus lent à Bruxelles où le niveau de l’activité économique d’avant-crise ne serait retrouvé que dans le courant de 2022. Selon, les estimations de croissance du PIB en 2022 sont ainsi de 3,9 % à Bruxelles (où le recul en 2020 avait atteint -5,5 %), 7,0 % en Flandre (après -5,5 %) et 6,3 % en Wallonie (après -6,2 %).

**Pour ce qui concerne le taux d’emploi**[[10]](#footnote-10), au cours de la période 2024-2027, les créations nettes d’emplois intérieurs s’élèveraient, en moyenne annuelle, à 25 900 personnes en Flandre (ou 0,9 % par an), à 3 200 personnes à Bruxelles (0,4 % par an) et à 8 300 personnes en Wallonie (0,6 % par an). Les taux de chômage flamand et wallon renouent en 2023 avec leur niveau de 2021 (respectivement, 5,3 % et 12,0 %). Le taux de chômage bruxellois, de son côté, continue de baisser légèrement mais reste plus élevé que dans les deux autres régions (14,7 %).

**Sur le plan social**[[11]](#footnote-11), l’exposé général du budget 2022 nous indique qu’en 2020, la Région de Bruxelles-Capitale a hébergé en moyenne 46.000 bénéficiaires d’un revenu versé par un CPAS (RIS ou ERIS). Ces bénéficiaires bruxellois représentent 28 % du total des bénéficiaires en Belgique alors que la population bruxelloise ne représente qu’un dixième de celle du pays. Le nombre de bénéficiaires résidant en Région de Bruxelles-Capitale a augmenté de 5,4 % par rapport à l’année précédente. Cette augmentation est largement supérieure aux hausses annuelles observées au cours des trois années précédentes. Elle est aussi plus importante qu’en Flandre et en Wallonie comme le monde le tableau ci-dessous qui indique, quant à lui, le nombre de bénéficiaires du RIS par Région :

Tableau n°1 : Nombre de bénéficiaire du RIS de 2018 à 2021 par Région

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Régions | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Δ% 2018/2021 |
| Flandre | 59.438 | 58.098 | 59943 | 60066 | 1,05 % |
| Wallonie | 96.450 | 99.420 | 99.252 | 98.617 | 2,2 % |
| Bruxelles | 52.399 | 52.750 | 55.370 | 58.343 | 10,19 % |

Source : [SPP Intégration Sociale](https://www.mi-is.be/fr) – consulté le 27.09.2022 sur <https://stat.mi-is.be/fr?slug=accueil>

# PROPOSITIONS

## Agir sur la Performance énergétique

Dans le contexte actuel caractérisé par un déséquilibre dû à un choc d’offre et dans la mesure où en Région de Bruxelles-Capitale les vecteurs énergétiques principaux sont le gaz naturel (44%), l'électricité (28%) et les carburants (25%) consommés par les bâtiments des secteurs résidentiels et tertiaires (36% et 37 % soit 73% de la consommation d’énergie bruxelloise) suivi du secteur des transports (22%)[[12]](#footnote-12),  la priorité est d’agir sur (1) l’isolation de l’enveloppe des bâtiments pour réduire ses besoins en énergie, (2) l’installation de système de chauffage performant (décarboné) et (3) le développement des sources d’énergie renouvelables.

Les auteurs de la présente résolution déplorent l’inaction des Gouvernements bruxellois successifs qui n’ont pas mené les politiques structurelles nécessaires pour avancer sur ces politiques qui auraient permis de réduire notre dépendance énergétique.

Les auteurs de la présente résolution demandent au Gouvernement d’adopter une véritable stratégie de rénovation du bâti bruxellois, c’est-à-dire **un plan d'actions coordonnées, concrètes , cohérentes et chiffrées qui permet d’atteindre une trajectoire** de réduction des émissions de gaz à effet de serre à suivre d’ici 2050 et le volume global d’émissions dans l’atmosphère à ne pas dépasser dans la durée clairement fixée dans un calendrier.

De manière transversale, il est demandé de développer un plan régional de communication adaptée et de bien monitorer l’évaluation quotidienne de la stratégie.

Entretemps, la situation nécessite d’agir dans l’urgence,  il faut des mesures rapides à mettre en œuvre et qui ont des effets directs.

### Accélérer les travaux PEB et investir dans l’efficacité énergétique

Il convient de développer une politique ambitieuse de rénovation et d’efficacité énergétique des bâtiments notamment, en partenariat avec les fournisseurs d’énergie et le gestionnaire du réseau. La politique de rénovation étant un levier de politique sociale, il faut agir sur les logements occupés par les personnes aux revenus modestes afin de lutter contre la précarité énergétique.

Agir en amont en réduisant la consommation d’énergie des ménages et PME touchés par la crise énergétique est la mesure la plus efficace.. Cette réduction peut s’effectuer en particulier au travers d’investissements dans l’efficacité énergétique des bâtiments concernés.

#### Mécanisme incitatif général

Il est proposé de mettre en œuvre des mécanismes qui rendent l’investissement plus attractif et diminuent le temps de retour sur investissement (TRI) de manière à ce que les investissements ne s’orientent pas uniquement vers les actions les plus rentables.

La stratégie proposée par les auteurs de la présente résolution consiste à financer ces investissements **pour moitié sous forme d’aide directe** (qui permet d’augmenter la mise de départ, de réduire le coût initial et le temps de retour sur investissement) et pour l’autre moitié sous forme de prêt à taux très bas (qui permet d’étaler dans le temps le remboursement des investissements avec les gains financiers générés par les économies d’énergie réalisées).

##### a) Mécanisme d’aide directe

Pour inciter les investissements, il faut mettre en œuvre des mécanismes d’aide directe qui prendront la forme de :

* primes énergie fortement renforcées et simplifiées pour financer l’efficacité énergétique. L’avantage de la prime est sa perception directe qui permet de diminuer la mise de départ (et ce d’autant plus si elle est perçue avant les travaux…) ;
* **d’une réduction de précompte immobilier** **pour les travaux de rénovation PEB** (isolation) de l’habitation propre (réduction pour les dépenses effectivement payées durant la période imposable). Cette exonération doit être partielle et liée au temps de retour sur investissement des travaux (via un forfait de 250 à 500 € chaque année).
* **d’une réduction à l’IPP (crédit d’impôt) pour les travaux PEB ;**
* la mise en place de la modulation des droits d’enregistrement, de succession et de donation en fonction de la PEB ; adaptation du taux de TVA appliquée à un bâtiment démoli et reconstruit.

Ce type d’aide permet d’encourager les investissements dans les moments opportuns pour stimuler l’entame de projets de rénovation et ainsi inciter les propriétaires à entreprendre des travaux d’amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments tels que les changements de propriétaires (achat/vente, succession, etc.), les changements d’utilisation ou encore, dans une moindre mesure, les changements de locataires. Ces moments, généralement repris sous l’appellation « moments charnières », sont propices à la rénovation[[13]](#footnote-13).

En effet, il faut mettre en place les outils et les ressources à mobiliser pour déclencher la décision de rénover dans le sens d’une amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments **en tenant pas compte des moments charnières**[[14]](#footnote-14).

Le montant de l’aide - qui doit permettre de financer jusqu'à 50% du coût des travaux - est pondéré en fonction de la diminution des émissions de CO2 générée par l’investissement. L’objectif est de favoriser les mesures qui permettent le plus de réduire les rejets de gaz à effet de serre[[15]](#footnote-15) et **d’éviter les effets d’aubaines.** Ce mécanisme doit s’adresser aux ménages qu’il convient d’inciter à agir parce qu’ils occupent une passoire énergétique et qu’ils rentrent dans des catégories de revenus qui limitent leur capacité à entreprendre les travaux d’amélioration de l’efficacité énergétique nécessaires.

##### b) Renforcer les mécanismes de financement par des prêts

En complément au système d’aide directe, il faut renforcer et simplifier les systèmes de prêts pour lever la barrière à l’investissement initial et faciliter le financement de la partie non aidée des travaux (qui peut représenter un obstacle important à la mise en œuvre de la rénovation énergétique).

**Octroyer des** **prêts à taux zéro pour la rénovation énergétique des logements**[[16]](#footnote-16) via un partenariat entre le secteur bancaire et les pouvoirs publics. Il s’agit de favoriser le développement des « **fournisseurs de services énergétiques**» (Esco), du **tiers-investissements** et de faciliter l’usage du mécanisme d’***on-bill financing*** (remboursement des investissements PEB transite au travers de la facture d’énergie) : Dans ces mécanismes, les économies en coûts d'énergie réalisés grâce à l’investissement sont utilisées pour rembourser l'investissement préfinancé par un prêt sur une période pouvant aller de cinq à vingt ans.

Les deux outils (aide et prêt) s’articulent pour financer les investissements jusqu’à **50% via l’aide et 50% via un prêt** remboursé sur une durée équivalente au temps de retour de l’investissement par les économies en coûts d'énergie réalisées.

##### c) Articulation des deux outils de financement

Les deux outils (aide et prêt) s’articulent pour financer les investissements jusqu’à **50% via l’aide et 50% via un prêt** remboursé sur une durée équivalente au temps de retour de l’investissement par les économies en coûts d'énergie réalisées.

En somme, à titre d’exemple, imaginons que Madame A, habitante d’une passoire énergétique, est encouragée, suivant les recommandations du certificat PEB nouvelle génération de son logement, à isoler les 100m2 de toiture que compte sa maison. Le coût de cet investissement PEB, qui lui permettra de réduire ses émissions de CO2 d’environ 2.746 kg par an, est estimé à 5.000 euros. Madame A reçoit une prime de 2.500 euros et emprunte 2.500 euros au taux de 0% sur 6 ans, durée qui correspond au temps de retour de son investissement. Grâce à son investissement Madame A voit sa facture d’énergie (gasoil) diminuer de 420 euros par an avec lesquels elle peut aisément rembourser les annualités de son prêt fixées à 416 euros (pendant 6 ans).

#### Inciter les propriétaires bailleurs

En complément de ces mesures de soutien, il faut mettre en place des mécanismes supplémentaires pour i**nciter les propriétaires-bailleurs à investir dans la PEB de leurs immeubles :**

Outre le fait que la qualité de notre bâti est vétuste,près de 60% des habitants bruxellois louent le bien qu'ils occupent et 71% des ménages résident en appartement. L**a rénovation du parc immobilier locatif bruxellois est une priorité.** Les effets incitatifs des mécanismes mis en place (prime énergie, prime à la rénovation, prêt vert) pour améliorer l’efficacité énergétique du parc de logement bruxellois mis en location **s’avèrent, à eux seuls, inefficaces**. Les bailleurs sont peu incités à entreprendre des travaux économiseurs d'énergie, qui en définitive profitent aux locataires. Dans ce contexte, il faut développer un mécanisme spécifique qui permet aux bailleurs d’obtenir un retour financier pour les investissements PEB faits dans les logements mis en location.

Pour ce faire, (outre les réductions de précompte immobilier et d’IPP) il est proposé de mettre en place les **mécanismes permettant de transférer une partie des gains réalisés par le locataire au travers de la diminution de sa consommation d’énergie vers le bailleu**r et, par-là, d’inciter le propriétaire à réaliser ces mesures d’économie d’énergie : l’instauration d’une charge locative, par laquelle le propriétaire pourra partiellement répercuter auprès de son locataire le coût de rénovation thermique doit permettre de rencontrer ces objectifs. **Grace à ce mécanisme de répercussion, le locataire, qui bénéfice d’une amélioration du confort thermique de son logement, verrait sa facture d’énergie diminuer et le propriétaire récupérer une partie de son investissement**.

#### Inciter les copropriétés

Étant donné le volume important de logements et le grand nombre de propriétaires privés concernés, la rénovation des copropriétés représentent un important potentiel de réduction des consommations énergétiques (ainsi qu’un important potentiel social). Trop peu de politiques ciblant spécifiquement ce type de bâtiment sont mises en œuvre en vue de faciliter les décisions de rénovation globale et profonde. Il s’agit de plus d’un marché peu attractif et complexe pour les professionnels du bâtiment, caractérisé par de longs processus de décision pour définir un projet de rénovation et dont le montage financier est particulièrement complexe, principalement en raison de la multiplicité des profils des acteurs de la rénovation d’une copropriété[[17]](#footnote-17).

Cette multiplicité de profils des acteurs entravent davantage l’entame de projets de rénovation des copropriétés.

Par ailleurs, les exigences PEB applicables aux bâtiments (dont les copropriétés) concernent uniquement les éléments de manière distinctes et ne permettent pas d’intégrer les travaux de rénovation dans un plan global de rénovation. Cet aspect est pourtant d’autant plus important pour les copropriétés que ce type de bâtiment comprend des parties privatives et des parties communes.

Dans ce type de bâtiment, il n’y a de plus pas toujours un moment charnière de rénovation unique, les changements de propriétaires n’ayant pas nécessairement lieu au même moment. Dans la plupart des cas, les travaux de rénovation énergétique sont donc entrepris séparément par chaque propriétaire et se limite au remplacement des fenêtres et des systèmes de chauffage lorsque ceux-ci sont individuels[[18]](#footnote-18).

Enfin, l’offre en matière de produits financiers spécifiques reste trop limitée pour encourager leur rénovation en profondeur des copropriétés. Faute d’une solution de financement adaptée à la copropriété et acceptable pour une majorité des copropriétaires, les copropriétaires sont contraints de repousser la mise en œuvre des travaux en raison d’un manque de liquidités. **Les capacités de financement hétérogènes du public des copropriétés requièrent des approches et des solutions de financement adaptées et diversifiées[[19]](#footnote-19).**

Dans ce contexte, il faut proposer un dispositif d’accompagnement dédié aux copropriétaires pendant l’intégralité de leur parcours de rénovation qui propose une offre globale de rénovation, une offre qui :

* propose un véritable accompagnement à toutes les étapes d’un projet de rénovation ;
* intègre le facteur humain de la prise de décision et offre un coaching sur mesure des copropriétaires ;
* cartographie les entrepreneurs locaux qualifiés qui sont spécialisés dans la rénovation énergétique des copropriétés et qui relie ainsi la demande et l’offre de rénovation ;
* s’occupe de la gestion des travaux et coordonne les acteurs présents sur le marché (artisans, conseillers, auditeurs énergétiques, etc.) ;
* propose des services de financement (par ex. via le tiers-investissement), qui sert d’intermédiaires avec les institutions financières et qui accompagne les copropriétaires dans leur dossier de demande de primes, de crédit à taux faibles (etc.).
* La plupart des services d’accompagnement existant ne permettent en outre pas de répondre à une des plus grandes difficultés perçues par les copropriétaires par rapport à un projet de rénovation énergétique, c’est-à-dire la sélection d’un entrepreneur compètent, ni de faciliter le regroupement de projets via une approche de voisinage dans la rénovation énergétique[[20]](#footnote-20).

**Il convient également de faciliter les prêts bancaires aux copropriétés**. Dans les prêts bancaires collectifs, c’est le syndic qui souscrit le contrat d’emprunt pour le compte des copropriétaires signataires. Souscrire à ce prêt collectif peut s’avérer judicieux lorsque l’accès à un prêt personnel se révèle plus complexe. Le recours à cet instrument bancaire reste néanmoins encore trop méconnu et le niveau des taux d’intérêts, notamment dû aux frais liés à la mise en place d’un tel emprunt, est généralement sensiblement plus élevé que pour la souscription d’un prêt individuel[[21]](#footnote-21).

**Que fait la Région ?**

Actuellement, Homegrade propose un accompagnement spécifique pour les petites copropriétés de moins de 6 logements et/ou des immeubles dont les appartements disposent d’un système de chauffage et eau chaude sanitaire individuels : aide aux démarches de rénovation, organisation de réunions spécifiques, informations sur le fonctionnement d’une copropriété et sur l’importance des travaux, présentation des outils techniques et financiers, etc.

Le Facilitateur Bâtiment Durable est un **helpdesk gratuit** pluridisciplinaire qui soutient les **professionnels du secteur du bâtiment** et les syndics d’immeuble : il offre un service d’**accompagnement des copropriétés** qui comprend diagnostique détaillé des bâtiments, guidance personnalisée et visite sur place, quickscan énergétique et quickscan solaire. Pour les **copropriétés qui travaillent avec un syndic professionnel**, le Facilitateur Bâtiment Durable propose des guidances personnalisées et gratuites accompagnées d’une visite sur place.

Au niveau des aides financières, les copropriétés bénéficient des Primes RENOLUTION reprises en catégorie II.

C’est trois outils ne sont pas suffisamment connus des copropriétés qu’il convient de mieux sensibiliser et informer sur les aides existantes.

Par ailleurs, les services d’accompagnement ne sont pas assez renforcés et capables d’encadrer les copropriétés durant l’intégralité de leur parcours de rénovation.

Enfin, les prêts bancaires à taux attractifs pour les copropriétés ne sont pas suffisamment développés.

En somme, il proposé de booster les cellules d’accompagnement dédiées aux copropriétés et de parfaire la communication sur les aides existantes.

#### Amplifier le développement de communautés d’énergie, notamment dans les copropriétés.

Afin de diminuer notre dépendance énergétique, il convient d’encourager le développement de communautés d’énergie : Les communautés d’énergie qui fonctionnent sur le principe de l'autoconsommation collective entre les producteurs d'énergie verte et locale et les consommateurs permettent précisément de partager une production locale d’électricité – par exemple une école équipée de panneaux photovoltaïques – avec des consommateurs à proximité (ménages, entreprises, administration, …), à un tarif avantageux et ce en ayant de vraies garanties sur l’origine renouvelable et locale de l’énergie[[22]](#footnote-22).

L’avantage du dispositif pour les copropriétés est qu’elles peuvent désormais partager l’énergie produite par une installation photovoltaïque, non seulement pour la consommation des communs, mais aussi pour la consommation individuelle de chaque appartement.

Bruxelles Environnement propose un accompagnement spécifique gratuit pour le développement de ces opérations par un nouveau Facilitateur Partage et Communautés d’Énergie

Ce dispositif d’accompagnement est également peu connu des copropriétés qui ne sont pas encore suffisamment incitées à entreprendre les travaux de rénovation et d’installations des appareils de production d’énergie renouvelable.

Parallèlement aux mesures d’accompagnement, d’octroi de primes et de crédits collectifs à taux attractifs, il convient de mettre en œuvre une stratégie de communication et de soutien intensif qui puisse accélérer le développement de communautés d’énergie notamment au sein des copropriétés.

### Améliorer la qualité des certificats PEB

Le Gouvernement projette de conditionner l’indexation des loyers à l’efficacité énergétique d’un logement ou d’un commerce sur base du certificat PEB.

Si la mesure doit à la fois permettre (1) d’épargner les locataires de subir la triple peine d’une augmentation des prix de l’énergie amplifiée par le niveau de performance de leur logement et l’indexation de leur loyer suite à l’inflation et (2) d’inciter les bailleurs à rénover leur bien s’ils veulent indexer, elle n’est cependant **pas, dans le contexte bruxellois, acceptable.**

Le certificat PEB indique la consommation théorique annuelle calculée par mètre carré de surface brute de plancher de l'habitation (en kWh d’énergie primaire par m² et par an). Cette valeur ou la classe énergétique basée sur cette valeur doit permettre d'apporter plus de transparence dans les transactions immobilières : le certificat PEB permet une meilleure information des candidats acheteurs ou locataires concernant la performance énergétique d’un bien et leur permet de la comparer aux différents biens disponibles sur le marché en toute objectivité. Le certificat PEB reprend également une série de recommandations informatives qui ont pour objectif d’engendrer des économies d’énergie.

Les certificats PEB font toujours l’objet de critiques : Ils sont peu fiables et n'atteignent pas leur objectif (améliorer la qualité des logements et pousser les loyers des habitations moins performantes à la baisse). Les différences de qualité entre certificats, le peu de sérieux dont certains certificateurs font preuve, le contenu abstrait du certificat contribuent au sentiment du peu d’utilité de ceux-ci.

Ces critiques ont d’ailleurs été par la suite objectivées par les conclusions des contrôles de la qualité des certificats. Ces conclusions mettent en évidence qu’en moyenne, les certificats réalisés par les contrôleurs sont de 60kWh/m²/an, c’est-à-dire plus favorables que ceux qui ont été réalisés par les certificateurs. L**es biens pourraient donc être en moyenne trois classes énergétiques au-dessus de celle indiquée sur le certificat.** Le score énergétique exprimé en kWh/m²/an peut donc varier en fonction de la méthode de calcul employée.

Cette sous-estimation est due à l’utilisation desvaleurs par défaut, plus défavorables que les valeurs réelles. Malheureusement, certains certificateurs abusent des valeurs par défaut défavorables, car les utiliser est plus rapide que de calculer les valeurs réelles. D’autre part, si le propriétaire a procédé à des travaux d’isolation il y a plusieurs années mais qu’il ne dispose pas ou plus de pièces justificatives pour démontrer la présence d’éléments à intégrer par le certificateur énergétique dans ses calculs et son rapport, le certificateur devra alors prendre en considération une valeur par défaut qui varie selon le type d’éléments concernés.

De plus, peu de gens prennent la peine de fournir la documentation nécessaire au certificateur pour calculer ces valeurs réelles. Par conséquent, **la qualité énergétique du parc immobilier qui transparaît à travers les certificats PEB est une sous-estimation de sa qualité réelle**.[[23]](#footnote-23).

Par ailleurs, « l’obligation de certification concerne souvent uniquement les logements individuels. La situation est plus complexe en qui concerne les copropriétés qui sont composées de logements individuels, mais aussi de parties communes.  Or, le certificat PEB des parties communes est un document indispensable pour établir de manière efficace et fiable le certificat PEB de tout logement d’une copropriété, d’autant plus lorsque la copropriété dispose d’installations de production d’énergie communes (chauffage, eau chaude, ventilation, panneaux photovoltaïques, etc.) »[[24]](#footnote-24).

L’absence de certificat PEB décrivant les parties collectives de la copropriété complique (voire rend impossible) l’établissement d’un certificat PEB fiable pour les parties individuelles de la copropriété.

Enfin, les méthodes de calcul et de relevé sont différentes dans chaque Région. Une habitation identique dans les trois régions du pays (Flandre, Bruxelles, Wallonie) aboutit à un certificat PEB avec un score différent. Par exemple, une habitation avec une consommation de 400 kWh/m² par an aura un score PEB de :

* G en région bruxelloise
* E en région wallonne
* de couleur jaune (équivalent à D) en région flamande.

En conclusion, il est inacceptable de faire reposer un (non-)droit sur un outil qui conjugue autant de défaillance, qui n’est ni fiable, ni crédible et ce au risque de créer des discriminations.

**Dans ce contexte, selon les auteurs de la présente résolution, le certificat PEB doit avant tout être renforcé qualitativement afin de lui donner plus de crédibilité et de fiabilité**: Le certificat doit devenir un véritable outil comparatif et d'évaluation de la performance énergétique des bâtiments. Il faut notamment revoir le contenu du certificat qui doit faire des recommandations claires, fiables, objectives. Il doit permettre de définir les coûts énergétiques du logement **ET mesurer les émissions réelles de CO2 ventilées par type d’appareil.** En résumé, il faut intégrer le contenu CO2 émis par le bâtiment.

Il est par conséquent proposé de **revoir la méthodologie de calcul qui aboutit à un résultat non conforme à la réalité de la consommation annuelle de l’habitation.**

### Réorienter les moyens de financement du mécanisme des certificats verts pour plus d’efficience

Pour agir sur le coût de l’énergie, il est également proposé de **réviser le** **système de certificats verts pour toutes les nouvelles installations, et de réallouer les moyens initialement destinés à soutenir l’installation de panneaux photovoltaïques vers les mesures les plus efficaces en termes de réduction de** CO2**.**

Un CV est un titre **octroyé** à un producteur d’énergie verte et racheté, soit, au prix du marché, par les fournisseurs d’électricité **contraints de respecter**, sous peine d’amende, les **quotas** de certificats verts imposés, soit au prix minimum garanti, par le gestionnaire du réseau de transport d’électricité.

Au final, les fournisseurs répercutent le coût de leur obligation de retour quota sur l’ensemble de leurs clients finaux par le biais de **la cotisation énergie renouvelable et cogénération de la facture d’électricité.**

Le coût collectif du soutien aux panneaux photovoltaïques à charge des consommateurs finaux via le mécanisme de certificats verts n’est pas marginal : A taux d’octroi inchangé, entre 2013 et d’ici 2025, selon les données de Brugel, le système CV aura couté près de 593 millions d’euros pour plus de 6 millions de CV rendus.

Les investissements à consentir pour assurer la transition carbone étant considérables, nous devons tout mettre en œuvre pour que les outils les plus efficaces soient utilisés. Il est par conséquent opportun de monitorer l’évaluation continue de l’efficacité des instruments de soutien mis en place.

Cette évaluation doit porter notamment sur l’indicateur de performance qu’est le coût de la tonne de CO2 évitée grâce aux investissements dans les technologies soutenues.

Quel est ce coût ? Si un certificat vert est octroyé à une installation pour chaque quantité de 217 kg de CO2 qu’elle évite d'émettre, avec plus de 6 millions de certificat délivrés et 592 millions d’euros d’aide, on aura évité d’émettre 1,3 millions de tonnes de CO2. La **tonne de** CO2 **que le système a permis d’éviter a coûté 447 euros d’aide**[[25]](#footnote-25).

Ce coût contraste avec les bons investissements dans l’efficacité énergétique dont le coût de réduction par tonne de CO2 est inférieur à 50 euros[[26]](#footnote-26).

Certains études[[27]](#footnote-27) mettent en évidence, chiffres à l’appui, le fait que si les aides et subventions offertes pour éviter une tonne de CO2 grâce à l’énergie solaire se portaient sur d’autres options (par exemple les pompes à chaleur, les investissements dans l’efficacité énergétique et dans la R&D), il serait possible de réaliser une réduction plus importante de CO2.

Les mécanismes actuels d’aide à la production (les certificats verts) donnent aux technologies sélectionnées présentes sur le marché l’assurance d’une rente, et ce indépendamment de leur plus-value écologique et de leur efficacité en terme de coût.

Cette rente de situation fausse la concurrence, empêche les technologies nouvelles, moins concurrentielles, de se développer et n’encourage pas à l’innovation, chacun préférant se reposer sur la rente octroyée.

Selon les auteurs de la présente résolution, u**n mécanisme de soutien efficace doit permettre à toutes les technologies de faire la preuve du potentiel qu’elles représentent pour le marché. En somme, les technologies émergentes (comme les PV) doivent être soutenues avant d’être progressivement exposées à la concurrence lorsqu’elles sont devenues matures.**

En considérant que globalement, plus d’ ½ milliards d’euros auront été investis sous forme d’aide via le mécanisme de CV pour éviter, d’ici 2025, l’émission de 1,3 millions de tonnes de CO2, les auteurs de la présente résolution estiment qu’une évaluation de l’efficacité (coût/payback CO2) du mécanisme doit permettre d’objectiver la manière de mieux réallouer les moyens y consacrés vers les investissements dans les mesures les plus efficaces en termes de réductions de CO2.

Si dans le cadre d’un mix énergétique, il est opportun de soutenir le développement des énergies renouvelables, les auteurs de la présente proposition estiment que le niveau de soutien actuel est inefficient et qu’une grande partie des moyens alloués peuvent être récupérés pour soutenir d’autres politiques. Il est par conséquent proposé un moratoire sur le mécanisme actuel de CV.

En révisant le système CV dans sa forme actuelle, **tout en assurant le financement du mécanisme en place pendant la durée de vie des certificats octroyés aux installations actuelles**, il est possible de réallouer des millions d’euros au profit des politiques de rénovation du bâti et d’amélioration de la PEB.

## Parfaire les mécanismes régionaux de protection sociale



### Constat

La Région bruxelloise a mis en place un système de protection des consommateurs de gaz et d’électricité caractérisé par :

* l’interdiction de coupure sans passer devant le juge de paix et
* l’octroi du statut de client protégé qui permet aux personnes en difficulté de paiement de bénéficier d’un tarif préférentiel.

Le statut de client protégé est une mesure de protection régionale qui permet de suspendre la procédure de recouvrement de la dette, d’être protégé d’une coupure, mais également de bénéficier du tarif social. Il y a lieu de distinguer la protection organisée au niveau fédéral et celle qu’offre la région de Bruxelles-Capitale. Le système régional prévoit un renforcement du bénéfice du tarif social spécifique (TSS), tel qu’organisé par l’État fédéral, aux clients en défaut de paiement qui répondent à certaines conditions, et ce, dès la mise en demeure par leur fournisseur d'énergie commercial. Il est octroyé à ceux qui en font la demande s’ils remplissent des conditions d’octroi.

Ce statut peut être demandé **dès la mise en demeure** auprès de :

* Sibelga par toute personne qui remplit une des trois conditions suivantes :
  + bénéficier du tarif social fédéral, ou
  + être engagé dans un processus de médiation de dettes avec un centre de médiation agréé ou de règlement collectif de dettes, ou
  + bénéficier de l’intervention majorée.
* Brugel pour toute personne dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond défini en fonction de la composition du ménage ;
* CPAS pour toute personne qui en fait la demande, le CPAS appréciera l’état de besoin sur base d’une enquête sociale) ;

Lorsque le statut est octroyé, le contrat commercial est suspendu. Le client est facturé par Sibelga - qui devient le fournisseur social - au tarif social**[[28]](#footnote-28)** et doit convenir d’un plan de paiement avec le fournisseur commercial. La protection dure le temps que la dette soit remboursée.

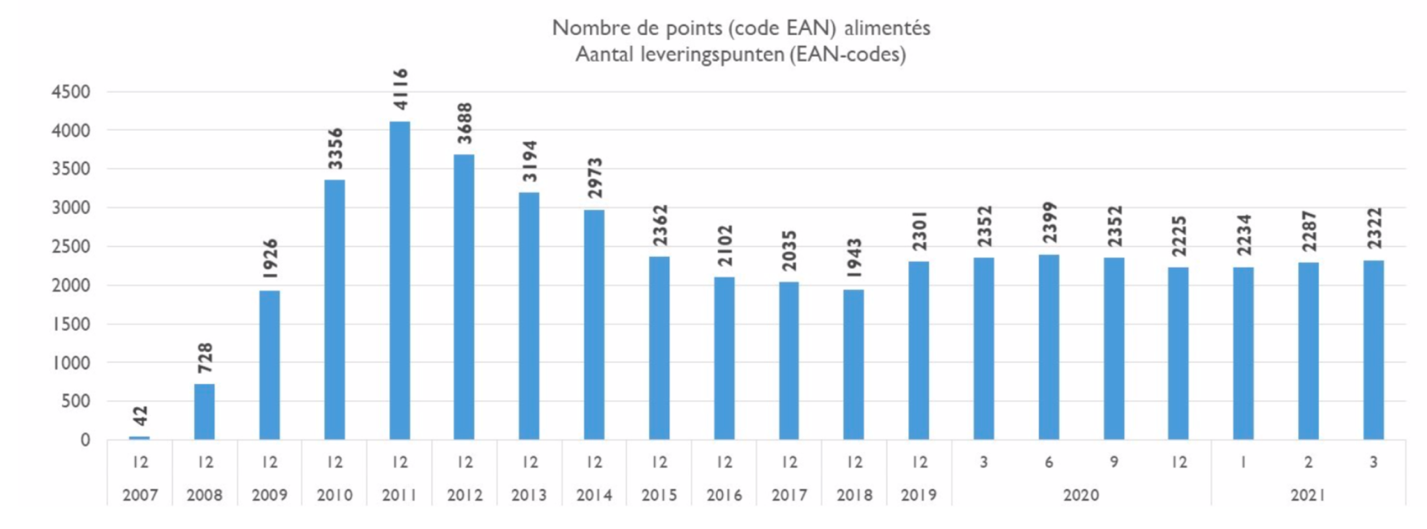
Les coûts de ces missions de service public sont entièrement supportés par les tarifs de réseau. Tant que le statut est protégé, le fournisseur commercial ne peut pas introduire de demande de coupure auprès du juge de paix.

Malgré la mise en place de ce statut, on dénombre au 31 mars 2021 : **2.322 clients protégés en électricité et 1.828 clients protégés en gaz.**

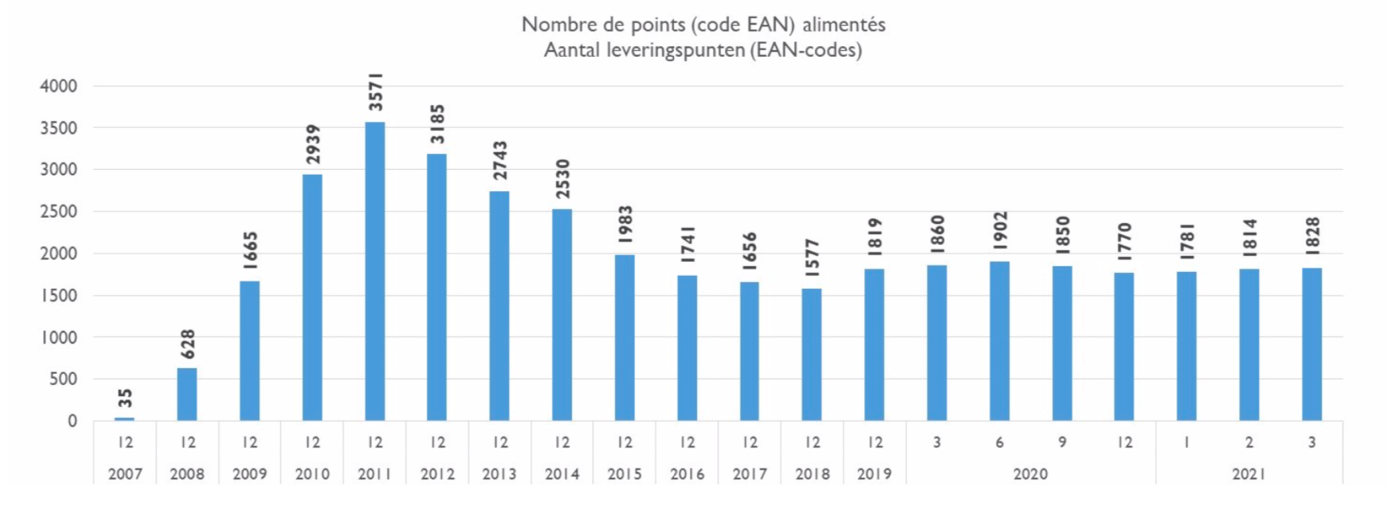
Écueils relatifs à la procédure d’octroi du statut de client protégé

Comme le souligne BRUGEL, « *le nombre de clients protégés suit une tendance nette à la baisse (depuis 2012) et* ***reste trop peu élevé par rapport au nombre de limiteurs de puissance installés*** *(environ 27.000 – 5,5 % des ménages bruxellois)* ***ou au nombre de ménages touchés par la précarité énergétique mesurée*** *(environ 75.000 ménages – 14,4 % des ménages bruxellois). En somme, les clients protégés ne représentent que 0,4 % des ménages bruxellois »*[[29]](#footnote-29).

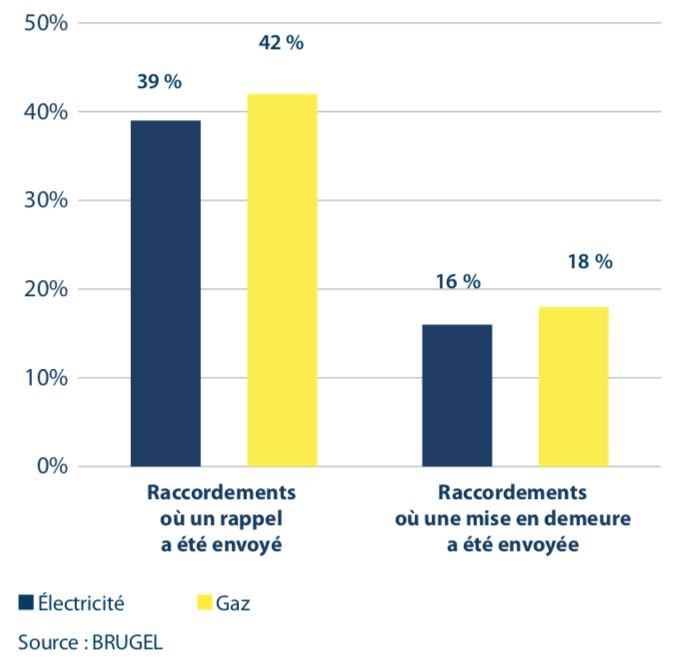
**Figure : Le nombre de clients protégés : évolution de 2011 à 2021 – Électricité**



**Figure : Le nombre de clients protégés : évolution de 2011 à 2021 – Gaz**



**Figure : Part des clients ayant reçu un rappel/mise en demeure (MED) en électricité́ et en gaz**



Pour l’année 2020, 16% des clients raccordés à l’électricité et 18% des clients raccordés au Gaz ont été mis en demeure alors que le nombre de clients protégés couvre 0,4 % des clients résidentiels bruxellois.

Ce chiffre est **relativement faible compte tenu du nombre de ménages qui du fait de leur situation pourraient bénéficier du statut de clients protégés**.

Pourquoi les clients endettés alors qu’ils ont reçu toutes les informations dans le courrier de mise en demeure ne s’approprient-t-ils pas ce droit ?

Selon les analyse de Brugel, cette situation peut s’expliquer par :

* Le manque d’attractivité du statut dans le chef des acteurs sociaux en raison de sa complexité ;
* La nécessité de lier l’octroi du statut à un suivi social du client ;
* Les sanctions qui en résultent en cas de non-paiement du plan d’apurement chez le fournisseur commercial ;
* Le mode d’octroi complexe en Région de Bruxelles-Capitale ;
* La non-automaticité[[30]](#footnote-30).

Par ailleurs, il semble que « *la crise sanitaire a permis de mettre en exergue le problème inhérent à la complexité de ce statut :*

* *malgré l’aggravation des situations de vulnérabilité sociale, le nombre de clients protégés a diminué entre décembre 2019 et décembre 2020 ;*
* *malgré les moyens supplémentaires alloués par le gouvernement bruxellois aux CPAS, ces derniers ont adopté une approche davantage curative (via l’apurement des dettes) que préventive (via le recours au statut de client protégé)* »[[31]](#footnote-31).

Selon les données relevées par SIBELGA, 38 % des octrois du statut de client protégé sont délivrés par les CPAS. Le canal CPAS est largement le plus utilisé pour obtenir la protection régionale.

Pour le reste, on constate que :

* 17 % est lié à la médiation de dettes ;
* 13 % est délivré automatiquement par le statut BIM/ OMNIO ;
* 3 % des bénéficiaires le sont d’office par le bénéfice du tarif social fédéral ;
* 3 % l’est par le règlement collectif de dettes ;
* BRUGEL octroie 10 % des statuts de clients protégés[[32]](#footnote-32).

Tableau : Canal d’entrée d’origine pour les clients protégés au 31/12/2020

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Brugel** | **CPAS** | **Médiation de dettes** | **BIM** | **Règlement Collectif de Dettes** | **TSS** | **Covid** | **Grand Total** |
| **Nombre** | 168 | 633 | 283 | 221 | 44 | 46 | 260 | **1.655** |
| **Part** | 10% | 38% | 17% | 13% | 3% | 3% | 16% | **100%** |

Selon Brugel « Le nombre de statuts de clients protégés attribués aux ménages BIM/OMNIO (221) peut être considéré comme assez faible tenant compte du fait que 28 % des ménages bruxellois bénéficient de ce statut ».

### Propositions

#### Simplifier les procédures et renforcer le canal d’octroi BRUGEL

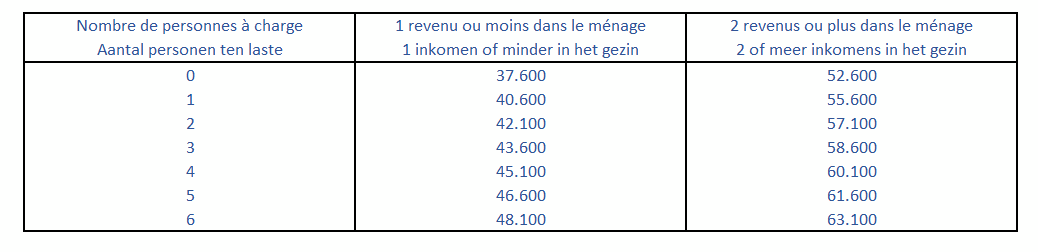
Dans ce contexte, l’attractivité du statut de client protégé doit être renforcée en simplifiant les procédures administratives d’octroi. Cette simplification doit se faire en privilégiant le canal Brugel d’octroi du statut qui a l’avantage d’octroyer le droit sur base d’un critère revenu, indépendamment d’un statut social et sans passer par une enquête et un suivi social du client.

Comme le souligne la CREG dans son avis du 30 juin 2022 relatif à des mesures visant à sauvegarder la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des clients résidentiels « *l’octroi du droit au tarif social sur la base d’un critère de revenus en complément de l’octroi actuel sur la base de statuts sociaux[[33]](#footnote-33), permet de cibler les ménages aux revenus les plus faibles. En effet, une étude du SPF économie réalisée avant l’extension du tarif social aux BIM a révélé que 10 % des bénéficiaires du tarif social avaient des revenus supérieurs à la médiane nationale. Comme l’a montré la mesure d’extension temporaire des tarifs sociaux aux BIM, l’introduction d’un* ***critère de revenu*** *a généré un doublement des bénéficiaires, et permis de cibler au mieux les ménages aux revenus les plus faibles* » [[34]](#footnote-34).

Un ménage consommateur d’électricité ou de gaz peut introduire une demande de statut de client protégé auprès de BRUGEL dès la réception de la mise en demeure envoyée par son fournisseur commercial pour défaut de paiement.

Pour pouvoir bénéficier du statut de client protégé, les revenus globalisés ne peuvent excéder, au cours du même exercice fiscal, la somme de :

**Revenu net imposable annuel - retrouvez celui-ci sur votre avertissement extrait de rôle. D’application dès le 1er avril 2022**



Ce canal d’octroi via Brugel, conditionné par le seul critère de revenu, qui ne nécessite pas d’enquête sociale et permet de ne pas surcharger les CPAS, semble être une voie d’accès simple qu’il convient d’encourager pour aider les nombreux ménages bruxellois en difficulté de paiement.

Cependant, au vu du nombre de demande du statut via le canal Brugel (qui a reçu 220 demandes en 2020) par rapport au nombre de ménages en défaut de paiement (+/- 90.000 clients électricité et 67.000 clients gaz en 2020), il apparait que cette voie d’accès n’est pas suffisamment activée.

Fort de son expérience, du travail de son équipe - qui en plus de la gestion des dossiers de demande de statut de client protégé, assure une tâche d’information de plus en plus importante vers  
les clients et les acteurs sociaux- de par sa neutralité et sa parfaite maîtrise du secteur, BRUGEL est parfaitement à même de remplir cette mission d’octroi du statut de client protégé.

Selon les auteurs de la présente résolution, il convient de mieux informer les bruxelloise-ses (1) de leur droit de bénéficier du statut de client protégé, et plus spécifiquement (2) du canal d’octroi de ce statut via BUGEL. Dans ce cadre, il est demandé au qu’il soit rapidement élaboré plan régional de communication sur le droit et les procédures d’accès au statut de client protégé, spécifiquement à l’attention des ménages qui répondent aux conditions de revenu du canal d’octroi dit « Brugel ».

#### Octroyer temporairement le statut client protégé « crise énergétique ».

Dans le cadre des mesures prises et annoncées par le Gouvernement fédéral le 16 septembre 2022 :

* Les entreprises en difficulté en raison des coûts élevés de l’énergie pourront bénéficier d’un **report du paiement des cotisations sociales.**
* Le **régime de chômage temporaire "énergie"** sera activé et aligné sur l’encadrement temporaire de crise européen.
* Un **droit passerelle temporaire sera accordé aux indépendants** qui rencontrent des difficultés en raison de leur facture énergétique.
* Des plans de remboursement plus longs seront prévus pour les cotisations sociales des indépendants.
* Une sensibilisation aux paiements anticipés de cotisations sociales pour les indépendants sera mise en place.
* Des mesures de soutien fiscales et financières ont aussi été adoptées :
  + Report du paiement des impôts
  + Plans de remboursement des dettes fiscales
  + Ajustement des mesures existantes concernant la déduction pour investissement
  + Exonération fiscale pour les mesures d’aide régionale
  + Adaptation du périmètre d’investissement du *Belgian Recovery Fund*
  + Réduction des accises sur le gaz et l’électricité pour passer au minimum européen pour les mois de novembre et décembre[[35]](#footnote-35).

Afin de soutenir les indépendants, PME et les employés bruxellois qui rencontrent des difficultés financières suite à la crise énergétique, les auteurs de la présente résolution **recommandent d’octroyer temporairement l’accès au statut de client protégé à de nouvelles catégories de bénéficiaires.**

Concrètement, il est proposé d’octroyer le statut aux :

* Bruxellois qui ont reçu une mise en demeure de leur fournisseur d’énergie et qui bénéficient ou ont bénéficié **du chômage temporaire « énergie »** pendant minimum 14 jours ;
* aux indépendants qui bénéficient ou ont bénéficié du droit passerelle en raison de leur facture énergétique. Ce statut leur permettra de bénéficier du tarif social pendant un an à partir de la date d’octroi et ainsi éviter temporairement la procédure de recouvrement de leur fournisseur commercial. Ce statut les protège également de la coupure.

## Rendre au marché de l’énergie son attractivité

Le système bruxellois de protection des consommateurs de gaz et d’électricité est caractérisé par l’interdiction de résiliation des contrats et de coupure sans passer devant le juge de paix. Cette procédure demeure complexe, **extrêmement longue et pénalisante.**

En théorie, la procédure prend environ 170 jours, mais en réalité, selon les données de Brugel, on compte une moyenne de 289 jours (citation) à 439 jours (requête), avec comme conséquence **une forte augmentation des dettes des ménages**, et ce, malheureusement, sans faire la distinction entre les personnes précarisées et les mauvais payeurs.

Pour les fournisseurs, il en résulte un risque financier et une charge opérationnelle élevée d’autant plus qu’ils supportent les charges et coûts pour l’ensemble de la facture : En effet, le fournisseur d’énergie récolte l’ensemble des composantes de la facture et rétribue ensuite les différents entités (GRT, GRD, État) et ce bien que la part de la facture soumise à concurrence et permettant de rémunérer le fournisseur ne représente que 37 % (électricité) et 50 % (sur une facture de gaz).

Les fournisseurs désertent le marché bruxellois. Dans son avis d’initiative relatif à la baisse continue de la concurrence sur le marché de l’énergie en Région de Bruxelles-Capitale publié le 7 septembre 2021, Brugel **souligne** très clairement et limpidement **que la situation de la concurrence ne cessant de se détériorer**, **« *Bruxelles se trouve donc avec un marché de concurrence imparfaite, assimilable à un duopole****, avec tous les risques que cela comprend pour les consommateurs tant en termes de prix que de produits ou de services* »[[36]](#footnote-36).

Le marché bruxellois de l’énergie est restreint et limite le choix des consommateurs **aux offres que de trois fournisseurs.**

Pour la collectivité, la procédure a un coût *:* Selon Brugel, le coût sociétal de la protection du client résidentiel est évalué à **40.806.973 euros** dont 72,1% est à charges des fournisseurs (29.406.96€). La fourniture d’énergie impayée est prise en charge par les fournisseurs, qui répercutent cette charge sur le client final.

En définitive, le système bruxellois génère une augmentation des prix. Au total, en août 2021, sur base du résultat des comparateurs publics de chaque Région et en prenant en considération le produit le moins cher, il ressort des données de BRUGE que le consommateur bruxellois paie un montant pour sa commodité (électricité et gaz, hors taxes, surcharges et frais de réseaux) qui est de 223,31 € plus élevé que le consommateur wallon et 329,11 € de plus qu’un consommateur flamand»[[37]](#footnote-37).

Par ailleurs, en raison du choix limité d’offres sans conditions contractuelles contraignantes et du faible nombre de fournisseurs en Région de Bruxelles-Capitale, le consommateur bruxellois risque de se trouver dans l’impossibilité de changer de fournisseur. Selon BRUGEL, « *la situation de quasi-duopole, si elle devait persister, pourrait être dommageable tant en termes de prix que de produits ou de services. Dans un marché libéralisé de l’énergie et en pleine mutation, le consommateur bruxellois doit pouvoir choisir, au même titre que les consommateurs wallons et flamands, entre plusieurs produits, services et entre différents fournisseurs* »[[38]](#footnote-38).

Enfin, pour les clients en difficulté de paiement, la procédure en justice de paix n’est pas vue à l’heure actuelle comme une protection, mais comme une sanction pour les plus démunis et, fait marquant, n’enraye en rien la précarité énergétique.  Les juges de paix sont demandeurs de changement et la mise sur pied d’un système leur permettant de jouer un rôle actif dans la protection et la confiance retrouvée du citoyen dans les institutions.

Dans ce contexte, l’enjeu est selon les auteurs de la présente proposition de trouver **un juste équilibre entre protection des consommateurs et attractivité des marchés pour les fournisseurs.**

**Il est proposé de simplifier la procédure de résiliation des contrats :** Considérant l’impact négatif de la procédure « juge de paix sur l’attractivité du marché bruxellois, son manque d’efficacité et son coût, il est proposé de rationaliser la procédure de résiliation des contrats de fourniture d’énergie. Il s’agit de privilégier la procédure de recouvrement de dettes « labélisée » avec encadrement stricte du régulateur bruxellois de l’Énergie (BRUGEL) permettant de mettre fin au contrat sans passage devant le juge de paix.

Avant l’entame de la procédure de coupure, le recours systématique à la conciliation est privilégié. En effet, le mécanisme de judiciarisation comme outil de réponse au problème de la précarité n’est pas efficace.

A l’instar de BRUGEL, les auteurs de la présente résolution sont d’avis qu’il faut privilégier le recours à la conciliation, avant toute procédure judiciaire. Les avantages sont connus, la procédure est gratuite, plus rapide, plus souple, offre une opportunité pour le client de s’exprimer et de se voir informer des mesures d’aide sociale mises à sa disposition ainsi que des recours possibles. Pour concrétiser cette initiative si elle vient du client, il convient que le fournisseur s’y présente. C’est une opportunité supplémentaire laissée au ménage, en fragilité temporaire ou structurelle, de trouver une solution rapide et adaptée sans passer par la case « coupure » et sans frais de procédure[[39]](#footnote-39).

Dans le cas où le client n’activerait pas ce droit, le fournisseur pourra enclencher la résiliation du contrat via exploit d’huissier et faire procéder à la coupure. Garantie préalable : procédure de rappel, négociation d’un plan d’apurement via les organismes de médiation de dette, octroi du statut de client protégé, etc.

## Soutenir les TPE et PME très sensibles à l’évolution des prix de l’énergie

### Prime énergie conditionnée pour les TPE et PME très sensibles à l’évolution des prix de l’énergie

Compte tenu de la sensibilité plus forte de certains secteurs économiques bruxellois qui font face la crise énergétique, il convient de fournir des solutions qui répondent à la fois à l’urgence en termes de trésorerie desdits secteurs mais également qui s’inscrivent dans un temps long au travers d’une série d’investissements dans des outils de production moins énergivores.

Pour ce faire, la présente proposition de résolution demande au Gouvernement bruxellois d’accorder des primes aux secteurs dont le coût énergétique dépasse 8 % de leur chiffre d’affaires. Cette prime qui sera plafonnée par le Gouvernement, prendra en charge les couts énergétique à compter du dépassement de 100 % du montant de la facture de régularisation de l’année de référence 2021.

A cet égard, il est demandé au Gouvernement bruxellois de déléguer à Finance&Invest l’analyse des candidatures des PME et TPE identifiées comme fragiles via le monitoring de l’IBSA et d’analyser la part du cout énergétique dans leur chiffre d’affaires à compter du moment de la demande. Les ratios de liquidité et solvabilité seront analysés, afin de leur accorder ou non une prime qui ne pourra excéder 5000 euros permettant de recouvrir l’augmentation des coûts des prix de l’énergie.

### Taux préférentiel pour l’acquisition d’un outil de production moins énergivore

La présente proposition de résolution demande au Gouvernement de charger Finance&Invest d’octroyer des prêts à taux ultra-préférentiel aux TPE & PME qui décident d’acquérir un outil de production moins énergivore. Ce prêt sera octroyé, quand c’est techniquement possible et opportun, à une promesse d’acquisition dans les deux ans d’un outil de production plus performant sur le plan énergétique.

Finance & Invest s’assurera du traitement du dossier de candidature et de l’analyse de l’opportunité de l’octroi du prêt. Le Gouvernement fixera les modalités de cette mesure.

### Modification de la taxe sur les surfaces non-résidentielles

La Région lève une taxe annuelle sur les surfaces non-résidentielles due par le titulaire d’un droit réel sur un immeuble bâti ou une partie d’immeuble bâti non affecté à la résidence. Cette taxe est calculée sur base de la superficie plancher, les 300 premiers m2, ou les 2.500 premiers m2 en cas d'activités artisanales ou industrielles, ne sont pas soumis à la taxe. Afin d’englober davantage des TPE et PME impactées par ladite taxe, nous proposons de modifier les plafonds actuels à respectivement 600 m2 et à 5.000 m2.

### Ouverture d’une ligne téléphonique spécifique d’Homegrade pour les entreprises

Les services d’Homegrade sont accessibles sans rendez-vous uniquement du mardi de 10h à 17H et le samedi de 14h à 17h et par téléphone du mardi au vendredi de 10 à 12h et de 14h à 16h00.

Compte tenu de l’urgence pour plusieurs secteurs économiques d’obtenir les informations utiles en cette période de crise, la présente proposition de résolution demande au Gouvernement bruxellois d’ouvrir une ligne spécifique ouverte tous les jours jusqu’à 20h pour les indépendants et entrepreneurs et de renforcer les conseillers qualifiés.

Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale

**PROPOSITION DE RESOLUTION**

**visant à diminuer l’impact social et économique de la crise énergétique**

**sur les ménages et entreprises de la Région de Bruxelles-Capitale**

*déposée par Alexia Bertrand, Aurélie Czekalski, Viviane Teitelbaum et Clémentine Barzin*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant l’envolée des prix de l’énergie en cours depuis l’été 2021 ne cesse de prendre de l’ampleur pour atteindre des sommets inégalés et générer des dommages sociaux et économiques majeurs qui - impactant à la fois, les ménages, les entreprises et l’État - se propagent sur l’ensemble de notre société ;

Considérant qu’au prix actuel de 330 € / MWH, la facture de gaz pèse 72 milliards sur un PIB belge de 500 milliards, ce qui représente 14 à 15 % du PIB belge ;

Considérant que bien que la Région ne pourra pas compenser l’ensemble des pertes, il se doit de veiller à éviter un appauvrissement massif de la population et une vague de faillites ou de licenciements avec les conséquences qui en découlent ;

Considérant que les prix de l’électricité pour les ménages de Bruxelles (en cents/kWh, comparaison de février 2022 par rapport à février 2021) a évolué de +99%. C’est la plus forte augmentation des 27 capitales, loin devant Amsterdam (+64%), ou Paris (+13%),

Considérant qu’entre juillet 2021 et juillet 2022, la facture moyenne des ménages[[40]](#footnote-40) bruxellois a augmenté de 896,16 EUR pour la gaz en passant de 1.461,14 € en 2021 à 2.357,30 € en 2022. Sur la même période, la facture moyenne d’électricité a également augmenté de 576,56 € de plus entre 2021 et 2022.

Considérant que cette inflation historique est due à la hausse des marchés de gros suite à la reprise des activités économiques post-confinement, à l’augmentation du prix de la tonne de CO2 et à la diminution du stockage de gaz en Europe elle-même amplifiée par la guerre en Ukraine et les sanctions envers la Russie.

Considérant que l’économie bruxelloise dépend davantage de l’électricité́ que du pétrole, sa facture énergétique est plus sensible à la forte hausse actuelle des prix de l’électricité́ »[[41]](#footnote-41) ;

Considérant qu’entre 2019 et 2021, la part des coûts énergétiques dans le chiffre d’affaires a augmenté davantage en RBC (+44 %) que dans le reste de la Belgique (+32%). »

Considérant qu’après le secteur du transport subventionné, le secteur de l’industrie manufacturière, qui rassemble près de 20.000 travailleurs en Région bruxelloise, est le deuxième secteur le plus dépendant aux produits énergétiques. ;

Considérant que ce secteur regroupe notamment les activités des abattoirs et bouchers, boulangers ou chocolatiers et fait intensément appel aux produits énergétiques et plus spécifiquement à l’électricité ;

Considérant qu’au dernier trimestre 2021, les couts énergétiques dudit secteur représentaient 7 % du chiffre d’affaires desdites entreprises ;

Considérant les coûts énergétiques de l’industrie de l’imprimerie, qui à lui seul emploie près de 1.500 travailleurs en Région bruxelloise, représentaient 7% du chiffre d’affaires desdites entreprises au dernier trimestre 2021 ;

Considérant qu’un autre secteur particulièrement touché est celui des services aux personnes, tels que les coiffeurs, les salons de beautés ou les blanchisseries ;

Considérant qu’au dernier trimestre de 2021, , les coûts énergétiques de ces activités, grandes consommatrices de gaz et d’électricité, absorbaient en moyenne 8 % de la valeur de leurs ventes. » ;

Considérant qu’un doublement de la facture d’énergie par rapport à 2020 conduirait à la fin des activités pour 6 % des entreprises parmi les 460.000 sociétés qui déposent des comptes annuels ;

Considérant que compte tenu de la fragilité de l’économie bruxelloise et des indicateurs macro-économiques en berne, on peut supputer que l’impact économique de la crise énergétique sur les entreprises bruxelloise sera plus conséquente que dans les deux autres régions ;

Considérant que la situation de crise actuelle est due à un déséquilibre entre l’offre et la demande de gaz, la demande étant supérieure à l’offre (choc d’offre) ;

Considérant que les mesures les plus efficaces sont celles qui permettent de diminuer la consommation d’énergie telles que les politiques d’amélioration de la Performance énergétique des bâtiments, de l’efficacité énergétique des moyens de production, d’utilisation rationnelle de l’énergie, etc. ;

Considérant que ces politiques structurelles de moyen - long terme qui agissent sur la consommation d’énergie, qui font jusqu’à présent défaut, doivent cependant être accompagnées, vu l’urgence et l’évolution inquiétante de la situation sociale et économique, de politiques d’aides économiques et sociales ciblées pour permettre aux ménages et aux entreprises de continuer d’accéder à ce bien de première nécessité qu’est l’énergie et ce, à un prix abordable ;

Considérant qu’avec la disparition quasi-totale des contrats à prix fixe, il est important de monitorer régulièrement la part des ménages qui - voyant leur contrat fixe arriver à échéance - seront *de facto* impactés par l’augmentation des prix ;

Considérant qu’en somme, il est plus opportun de prendre des mesures ciblées au profit des ménages et des entreprises impactés par la crise et plus particulièrement les PME, les indépendants, les ménages les plus vulnérables et ceux issus de la classe moyenne ;

Considérant que les Régions - compétentes en matière de distribution d’électricité et de gaz ; de production à partir de sources d’énergies renouvelables ; d’utilisation rationnelle de l’énergie (URE) mais également pour fixer une série d’obligations de service public (OSP) dont notamment celles liées aux mesures sociales et pour contrôler les prix de la distribution publique du gaz et de l’électricité - ont un rôle à jouer, des marges de manœuvre et des leviers d’actions pour agir sur le prix de l’énergie ;

Considérant que la Région, également compétente en matière économique peut soutenir les entreprises, indépendants par des aides économiques directes ;

Considérant qu’en Région de Bruxelles-Capitale les vecteurs énergétiques principaux sont le gaz naturel (44%), l'électricité (28%) et les carburants (25%) consommés par les bâtiments des secteurs résidentiels et tertiaires (36% et 37 % soit 73% de la consommation d’énergie bruxelloise) suivi du secteur des transports (22%) ;

Considérant par conséquent que la priorité est d’agir sur la Performance énergétique des bâtiments, via (1) l’isolation de l’enveloppe des bâtiments pour réduire ses besoins en énergie, (2) l’installation de système de chauffage performant (décarboné) et (3) le développement des sources d’énergie renouvelables ;

Considérant que de manière transversale, il convient d’informer et de sensibiliser l’ensemble des acteurs (société civile, parties prenantes, …) sur les enjeux de la rénovation et de maximiser leur adhésion aux actions de la stratégie à long terme de rénovation ;

Considérant que, vu la situation d’urgence, ces politiques de structurelles de moyen long terme doivent être accompagnées de mesures rapides à mettre en œuvre et qui ont des effets directs ;

Considérant qu’il faut accélérer les travaux PEB et investir dans l’efficacité énergétique ;

Considérant par ailleurs que la politique de rénovation étant un levier de politique sociale et qu’il faut agir sur les logements occupés par les personnes aux revenus modestes afin de lutter contre la précarité énergétique ;

Considérant qu’il convient de mettre en œuvre des mécanismes qui rendent l’investissement plus attractif et diminuent le temps de retour sur investissement (TRI) ;

Considérant qu’il faut financer les investissements PEB pour moitié sous forme d’aide directe – de manière à augmenter la mise de départ, réduire le coût initial et le temps de retour sur investissement - et pour l’autre moitié sous forme de prêt – de manière à étaler dans le temps le remboursement des investissements avec les gains financiers générés par les économies d’énergie réalisées ;

Considérant que ce mécanisme doit s’adresser aux ménages qui occupent une passoire énergétique et qui rentrent dans des catégories de revenus qui limitent leur capacité à entreprendre les travaux d’amélioration de l’efficacité énergétique nécessaires.

Considérant que ces aides directes prendront la forme :

* de primes énergie renforcées et simplifiées pour financer l’efficacité énergétique ;
* **d’une réduction de précompte immobilier** **pour les travaux de rénovation PEB** (isolation) de l’habitation propre (réduction pour les dépenses effectivement payées durant la période imposable). Cette exonération doit être partiellement accordée au redevable du précompte immobilier et liée au temps de retour sur investissement des travaux (via un forfait de 250 à 500 € chaque année) ;
* d’une réduction à l’IPP (crédit d’impôt) pour les travaux PEB ;
* d’une réduction des droits d’enregistrement, de succession et de donation en fonction de la PEB ;

Considérant que le montant de l’aide doit être fonction de la diminution des émissions de CO2 générée par l’investissement afin de favoriser les mesures qui permettent le plus de réduire les rejets de gaz à effet de serre ;

Considérant qu’en complément au système d’aide directe, il faut renforcer et simplifier les systèmes de prêt pour lever la barrière à l’investissement initial et faciliter le financement de la partie non aidée des travaux ;

Considérant les initiatives et mécanismes de prêt à taux très bas (entre 0% et 1,5%) existants ;

Considérant que ces prêts sont méconnus des et très peu utilisés par les Bruxellois ;

Considérant la pertinence de promotionner toutes les initiatives existantes de prêts à taux bas et de généraliser le prêt à taux zéro pour la rénovation énergétique des logements via un partenariat entre le secteur bancaire et les pouvoirs publics ;

Considérant les « fournisseurs de services énergétiques » (Esco), qui fournissent des services énergétiques ou d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique dans des installations ou locaux de clients finaux ;

Considérant le « Contrat de Performance Energétique » qui est un accord contractuel entre le bénéficiaire et le fournisseur d'une mesure visant à améliorer l'efficacité énergétique, vérifiée et surveillée pendant toute la durée du contrat, aux termes duquel les investissements (travaux, fournitures ou services) dans cette mesure sont rémunérés en fonction d'un niveau d'amélioration de l'efficacité énergétique qui est contractuellement défini ou d'un autre critère de performance énergétique convenu, tel que des économies financières ;

Considérant le concept de tiers-investisseurs et le mécanisme du type d’*on-bill financing* qui consiste à rembourser les investissements PEB, au travers de la facture d’énergie, par les économies en coûts d'énergie ;

Considérant que le marché des ESCos reste encore émergent et que, compte tenu des contraintes légales qui organisent les crédits, le financement des emprunts par la facture n’est pas toujours possible ;

Considérant que dans ce contexte, il est opportun de favoriser le développement des ESCOs et d’en faire la promotion ;

Considérant que les deux grands outils (mécanisme d’aide directe et mécanisme de prêt à taux bas) mis en place s’articulent pour financer les investissements PEB jusqu’à **50% via l’aide et 50% via un prêt** remboursable sur une durée équivalente au temps de retour de l’investissement par les économies en coûts d'énergie réalisées ;

**Considérant le cas spécifique des logements mis en location ;**

Considérant qu’il faut mettre en place des mécanismes supplémentaires pour inciter les propriétaires-bailleurs à investir dans la PEB de leurs immeubles ;

Considérant en effet que les bailleurs sont peu incités à entreprendre des travaux économiseurs d'énergie, qui en définitive profitent aux locataires ;

Considérant que près de 60% des habitants bruxellois louent le bien qu'ils occupent ;

Considérant qu’il faut mettre en place les mécanismes permettant de transférer une partie des gains réalisés par le locataire au travers de la diminution de sa consommation d’énergie vers le bailleur ;

Considérant que l’instauration d’une charge locative, par laquelle le propriétaire pourra partiellement répercuter auprès de son locataire le coût de rénovation thermique doit permettre de rencontrer ces objectifs ;

**Considérant le cas spécifique des copropriétés ;**

Considérant le volume important de logements et le grand nombre de propriétaires privés concernés, la rénovation des copropriétés représentent un important potentiel de réduction des consommations énergétiques (ainsi qu’un important potentiel social) ;

Considérant que trop peu de politiques ciblant spécifiquement les copropriétés sont mises en œuvre en vue de faciliter les décisions de rénovation globale et profonde ;

Considérant que les copropriétés sont confrontées à multiplicité de profils des acteurs, ce qui entravent davantage l’entame de projets de rénovation des copropriétés ;

Considérant que la plupart des services d’accompagnement existant ne permettent en outre pas de répondre à une des plus grandes difficultés perçues par les copropriétaires par rapport à un projet de rénovation énergétique, c’est-à-dire la sélection d’un entrepreneur compètent, ni de faciliter le regroupement de projets via une approche de voisinage dans la rénovation énergétique ;

**Considérant que l’offre en matière de produits financiers spécifiques reste trop limitée pour encourager la rénovation en profondeur des copropriétés ;**

**Considérant que souscrire à un prêt collectif peut s’avérer judicieux lorsque l’accès à un prêt personnel se révèle plus complexe ;**

Considérant que le recours à cet instrument bancaire reste néanmoins encore trop méconnu et le niveau des taux d’intérêts, notamment dû aux frais liés à la mise en place d’un tel emprunt, est généralement sensiblement plus élevé que pour la souscription d’un prêt individuel ;

Considérant les services d’accompagnement actuellement proposés par Homegrade aux petites copropriétés et le soutien apporté par le Facilitateur Bâtiment Durable aux syndics d’immeuble ;

Considérant qu’au niveau des aides financières, les copropriétés bénéficient des Primes RENOLUTION reprises en catégorie II ;

Considérant que ces trois outils ne sont pas suffisamment connus des copropriétés, qu’il convient de mieux sensibiliser et informer sur les aides existantes ;

Considérant que les services d’accompagnement ne sont pas assez renforcés et capables d’encadrer les copropriétés durant l’intégralité de leur parcours de rénovation ;

Considérant que la mise en place d’un **guichet unique** renforcé facilitera la mise en œuvre des projets de rénovation PEB ;

Considérant Homegrade, le centre de conseil et d’accompagnement sur le logement en Région de Bruxelles-Capitale, s’adresse à tous les ménages, locataires et propriétaires, qui désirent améliorer la qualité de leurs logements ;

Considérant que cet acteur dispose d’une expertise de terrain et doit être le socle de développement du guichet unique bruxellois ;

Considérant que pour ce faire, il convient de mettre les moyens humains et financiers utiles pour augmenter l’attractivité et la visibilité de Homegrade ;

Considérant que pour diminuer notre dépendance énergétique, il convient d’encourager le **développement de communautés d’énergie** ;

Considérant l’avantage du dispositif pour les copropriétés est qu’elles peuvent désormais partager l’énergie produite par une installation photovoltaïque, non seulement pour la consommation des communs, mais aussi pour la consommation individuelle de chaque appartement.

Considérant que Bruxelles Environnement propose un accompagnement spécifique gratuit pour le développement de ces opérations par un nouveau Facilitateur « Partage et Communautés d’Énergie » ;

Considérant que ce dispositif d’accompagnement est également peu connu des copropriétés qui ne sont pas encore suffisamment incitées à entreprendre les travaux de rénovation et d’installations des appareils de production d’énergie renouvelable ;

Considérant que parallèlement aux mesures d’accompagnement, d’octroi de primes et de crédits collectifs à taux attractifs, il convient de mettre en œuvre **une stratégie de communication et de soutien intensif qui puisse accélérer le développement de communautés d’énergie au sein des copropriétés ;**

Considérant le Certificat PEB par lequel est évaluée la performance énergétique des bâtiments existants dans des conditions d’utilisation standardisées et avec des conditions climatiques moyennes ;

Considérant qu’actuellement les choix des Gouvernements successifs relatifs aux modalités de mise en œuvre et aux contenus du certificat PEB ne permettent pas d’en faire un outil de diagnostic énergétique fiable et crédible ;

Considérant que le score énergétique exprimé en kWh/m²/an peut donc varier en fonction de la méthode de calcul employée et que cette sous-estimation est due à l’utilisation des valeurs par défaut, plus défavorables que les valeurs réelles ;

Considérant que la qualité énergétique du parc immobilier qui transparaît à travers les certificats PEB est une sous-estimation de sa qualité réelle ;

Considérant que le certificat PEB, dans sa forme actuelle, se focalise presque uniquement sur les aspects énergétiques du bâtiment et ne couvre pas les aspects liés au confort, au bien-être et à la santé des occupants du bâtiment, ni les aspects financiers de la rénovation ;

Considérant l’absence de certificat PEB décrivant les parties collectives de la copropriété et que cette absence complique (voire rend impossible) l’établissement d’un certificat PEB fiable pour les parties individuelles de la copropriété ;

Considérant que les méthodes de calcul et de relevé sont différentes dans chaque Région avec comme conséquence qu’une habitation identique dans les trois régions du pays (Flandre, Bruxelles, Wallonie) aboutit à un certificat PEB avec un score différent ;

Considérant que le certificat PEB doit être renforcé qualitativement pour en faire un véritable outil comparatif et d'évaluation de la performance énergétique des bâtiments ;

Considérant qu’il faut notamment revoir le contenu du certificat de manière à ce qu’il permette de définir les coûts énergétiques du logement ET son niveau d’émission de CO2 émis ;

Considérant **le système de certificats verts** qui vise à promouvoir la production d’électricité verte ;

Considérant le coût du système de certificats verts - répercuté par les fournisseurs sur la totalité de leurs clients finaux par le biais de la cotisation énergie renouvelable et cogénération de la facture d’électricité – estimé, à taux d’octroi inchangé, à près de 593 millions d’euros pour la période 2013 – 2025 ;

Considérant que les investissements à consentir pour assurer la transition carbone étant considérables, il faut tout mettre en œuvre pour que les outils les plus efficaces soient utilisés ;

Considérant qu’il est par conséquent opportun de monitorer l’évaluation continue de l’efficacité des instruments de soutien mis en place ;

Considérant que cette évaluation doit porter notamment sur l’indicateur de performance qu’est le coût de la tonne de CO2 évitée grâce aux investissements dans les technologies soutenues ;

Considérant que si un certificat vert est octroyé à une installation pour chaque quantité de 217 kg de CO2 qu’elle évite d'émettre, avec plus de 6 millions de certificat délivrés et 592 millions d’euros d’aide, on aura évité d’émettre 1,3 millions de tonnes de CO2;

Considérant que le niveau de soutien global aux installations de production d’électricité par le système de certificats verts équivaut à un coût de 447 euros par tonne de CO2 non produite ;

Considérant que ce coût contraste avec les bons investissements dans l’efficacité énergétique dont le coût de réduction par tonne de CO2 est inférieur à 50 euros ;

Considérant le fait que si les aides et subventions offertes pour éviter une tonne de CO2 grâce à l’énergie solaire se portaient sur d’autres options (par exemple les pompes à chaleur, les investissements dans l’efficacité énergétique et dans la R&D), il serait possible de réaliser une réduction plus importante de CO2 ;

Considérant que les mécanismes actuelles d’aide à la production (les certificats verts) donnent aux technologies sélectionnées présentes sur le marché l’assurance d’une rente, et ce indépendamment de leur plus-value écologique et de leur efficacité en terme de coût ;

Considérant par conséquent que le niveau de soutien actuel est inefficace et qu’une grande partie des moyens alloués peuvent être récupérés pour soutenir d’autres politiques de financement de l’efficacité énergétique des bâtiments ;

Considérant qu’en révisant le système CV dans sa forme actuelle, tout en assurant le financement du mécanisme pendant la durée de vie des certificats octroyés aux installations actuelles, il est possible **de réallouer des millions d’euros au profit des politiques de rénovation du bâti et d’amélioration de la PEB ;**

Considérant **les mécanismes régionaux de protection sociale** ;

Considérant le statut de client protégé est une mesure de protection régionale qui permet de suspendre la procédure de recouvrement de la dette, d’être protégé d’une coupure, mais également de bénéficier du tarif social ;

Considérant que ce statut permet un renforcement du bénéfice du tarif social spécifique (TSS), tel qu’organisé par l’État fédéral, aux clients en défaut de paiement qui répondent à certaines conditions, et ce, dès la mise en demeure par leur fournisseur d'énergie commercial ;

Considérant que lorsque le statut est octroyé, le contrat commercial est suspendu. Le client est facturé par Sibelga - qui devient le fournisseur social - au tarif social**[[42]](#footnote-42)** et doit convenir d’un plan de paiement avec le fournisseur commercial. La protection dure le temps que la dette soit remboursée ;

Considérant que les coûts de ces missions de service public sont entièrement supportés par les tarifs de réseau. Tant que le statut est protégé, le fournisseur commercial ne peut pas introduire de demande de coupure auprès du juge de paix ;

Considérant qu’au 31 mars 2021, on dénombre **2.322 clients protégés en électricité et 1.828 clients protégés en gaz.**

Considérant que le nombre de clients protégés qui ne couvre que 0,4 % des ménages bruxellois ;

Considérant que ce chiffre est **relativement faible compte tenu du nombre de ménages qui du fait de leur situation pourraient bénéficier du statut de clients protégés**;

Considérant que des consommateurs en difficultés ne bénéficient pas d’une protection qui pourrait leur être octroyée ;

Considérant qu’au niveau des mécanismes de protection sociale, il faut rendre le statut de client protégé plus attractif en simplifiant les procédures administratives d’octroi ;

Considérant que cette simplification doit se faire en privilégiant le canal Brugel d’octroi du statut qui a l’avantage d’octroyer le droit sur base d’un critère revenu, indépendamment d’un statut social et sans passer par une enquête et un suivi social du client ;

Considérant qu’il convient de mieux informer les bruxelloise-ses (1) de leur droit de bénéficier du statut de client protégé, et plus spécifiquement (2) du canal d’octroi de ce statut via BUGEL ;

Considérant qu’il convient d’élaboré rapidement un plan régional de communication sur le droit et les procédures d’accès au statut de client protégé, spécifiquement à l’attention des ménages qui répondent aux conditions de revenu du canal d’octroi dit « Brugel ;

Considérant les mesures prises et annoncées par le Gouvernement fédéral le 16 septembre 2022 parmi lesquelles l’activation du **régime de chômage temporaire "énergie"** et l’octroi d’un **droit passerelle temporaire accordé aux indépendants** qui rencontrent des difficultés en raison de leur facture énergétique ;

Considérant que pour soutenir les indépendants, PME et les travailleurs bruxellois qui rencontrent des difficultés financières suite à la crise énergétique, il convient **d’octroyer temporairement l’accès au statut de client protégé à de nouvelles catégories de bénéficiaires à savoir :**

aux Bruxellois qui ont reçu une mise en demeure de leur fournisseur d’énergie et qui bénéficient ou ont bénéficié **du chômage temporaire « énergie »** pendant minimum 14 jours ;

aux indépendants qui bénéficient ou ont bénéficié du droit passerelle en raison de leur facture énergétique ;

Considérant la faible attractivité du marché bruxellois de l’énergie ;

Considérant que le système bruxellois de protection des consommateurs de gaz et d’électricité est caractérisé par l’interdiction de résiliation des contrats et de coupure sans passer devant le juge de paix ;

Considérant que cette procédure demeure complexe, **extrêmement longue et pénalisante ;**

Considérant qu’il en résulte pour les fournisseurs un risque financier et une charge opérationnelle élevée d’autant plus qu’ils supportent les charges et coûts pour l’ensemble de la facture ;

**Considérant que la situation de la concurrence ne cesse de se détériorer**, *l*e marché bruxellois de l’énergie est restreint et limite le choix des consommateurs **aux offres que trois fournisseurs ;**

Considérant que le système bruxellois génère une augmentation des prix ;

Considérant que pour les clients en difficulté de paiement, la procédure en justice de paix n’est pas vue à l’heure actuelle comme une protection, mais comme une sanction pour les plus démunis et, fait marquant, n’enraye en rien la précarité énergétique ;

Considérant le coût sociétal de la protection du client résidentiel évalué à **40.806.973 euros** dont 72,1% est à charges des fournisseurs (29.406.96€) ;

Considérant que dans ce contexte, l’enjeu est de trouver **un juste équilibre entre protection des consommateurs et attractivité des marchés pour les fournisseurs ;**

Considérant la sensibilité plus forte de certains secteurs économiques bruxellois qui font face la crise énergétique ;

Considérant qu’il convient de fournir des solutions qui répondent à la fois à l’urgence en termes de trésorerie desdits secteurs mais également qui s’inscrivent dans un temps long au travers d’une série d’investissements dans des outils de production moins énergivores ;

Considérant opportun d’octroyer une prime énergie conditionnée pour les TPE et PME très sensibles à l’évolution des prix de l’énergie ;

Considérant opportun d’octroyer des prêts à taux ultra-préférentiel aux TPE & PME qui décident d’acquérir un outil de production moins énergivore ;

Considérant la taxe annuelle sur les surfaces non-résidentielles due par le titulaire d’un droit réel sur un immeuble bâti ou une partie d’immeuble bâti non affecté à la résidence ;

Considérant que cette taxe est calculée sur base de la superficie plancher, les 300 premiers m2, ou les 2.500 premiers m2 en cas d'activités artisanales ou industrielles, ne sont pas soumis à la taxe ;

Considérant opportun modifier les plafonds actuels à respectivement 600 m2 et à 5.000 m2 et ce afin d’englober davantage des TPE et PME impactées par ladite taxe ;

Considérant que les services d’Homegrade sont accessibles sans rendez-vous uniquement du mardi de 10h à 17H et le samedi de 14h à 17h et par téléphone du mardi au vendredi de 10 à 12h et de 14h à 16h00 ;

Considérant opportun d’ouvrir une ligne spécifique ouverte tous les jours jusqu’à 20h pour les indépendants et entrepreneurs et de renforcer les conseillers qualifiés.

**Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :**

1. De se doter d’une véritable stratégie de rénovation du bâti bruxellois, c’est-à-dire **un plan d'actions coordonnées, concrètes , cohérentes et chiffrées qui permet d’atteindre une trajectoire** de réduction de la consommation d’énergie fossiles à suivre d’ici 2050 par l’action simultanée sur (1) l’isolation de l’enveloppe des bâtiments pour réduire ses besoins en énergie, (2) l’installation de système de chauffage performant (décarboné) et (3) le développement des sources d’énergie renouvelables ;
2. De manière transversale, de développer un plan régional de communication adaptée et de bien monitorer l’évaluation quotidienne de la stratégie ;
3. De mener une politique ambitieuse de rénovation et d’efficacité énergétique des bâtiments de manière à la fois à réduire la consommation d’énergie des agents économiques bruxellois et à leur permettre de produire leur énergie au moyen de sources locales et renouvelables et ce en encourageant les investissements dans l’efficacité énergétique des bâtiments concernés ;
4. De développer les politiques d’aide directe au financement de la rénovation énergétique en privilégiant l’utilisation de deux mécanismes, à savoir le mécanisme de subside sous forme de **primes à l’investissement** et le levier fiscal en modulant **le précompte immobilier.** Pour ce faire :
   1. De renforcer et simplifier le système de primes énergie afin de rendre très attractif les investissements dans l’isolation des bâtiments et l’installation de système de chauffage performant ;
   2. D’accorder une **réduction de précompte immobilier** **pour les travaux de rénovation PEB** (isolation) de l’habitation propre (réduction pour les dépenses effectivement payées durant la période imposable). Cette exonération doit être partiellement accordée au redevable du précompte immobilier et liée au temps de retour sur investissement des travaux (via un forfait de 250 à 500 € chaque année) ;
5. De renforcer et simplifier les systèmes de prêts pour lever la barrière à l’investissement initial et faciliter le financement de la partie non aidée des travaux (qui peut représenter un obstacle important à la mise en œuvre de la rénovation énergétique). Pour ce faire :
   1. De renforcer et simplifier les systèmes de prêts à taux très bas et d’étalement des remboursements ;
   2. De favoriser le développement des ESCOs et l’usage du mécanisme d’***on-bill financing ;***
   3. D’œuvrer, en partenariat avec le secteur bancaire à promotionner et soutenir les prêts bancaires aux copropriétés ;
6. De développer les mécanismes incitatifs à la rénovation PEB pour les bailleurs via l’instauration d’une charge locative dite « réduction carbone », par laquelle le propriétaire peut partiellement répercuter auprès de son locataire le coût des travaux de rénovation thermique et de cette manière transférer à son compte une partie des gains réalisés par le locataire au travers de la diminution de sa consommation d’énergie.
7. De développer des mécanismes qui incitent mieux les copropriétés à investir dans les travaux d’amélioration de la PEB. Pour ce faire :
   1. De booster les services d’accompagnement dédiées aux copropriétés afin de les rendre capables d’encadrer les copropriétés durant l’intégralité de leur parcours de rénovation ;
   2. De faciliter les prêts bancaires à taux attractifs aux copropriétés et leur proposer des solutions de financement adaptées et diversifiées
   3. De lancer une grande campagne régionale de communication pour informer et sensibiliser les gestionnaires et propriétaires sur les mesures et aides existantes.
8. D’amplifier le développement de communautés d’énergie, notamment dans les copropriétés en mettant en œuvre une stratégie de communication et de soutien intensif ;
9. D’œuvrer à une amélioration qualitative du certificat PEB pour en faire un véritable outil comparatif et d'évaluation de la qualité énergétique des bâtiments. Pour ce faire :
   1. De cesser de regarder la consommation d’énergie théorique d’un bâtiment et de revoir le contenu du certificat qui doit intégrer l’estimation des quantités de CO2 émises par le bâtiment, indiquer les coûts énergétiques du logement et faire des recommandations claires, fiables et objectives pour améliorer la PEB et réduire les émissions de CO2 ;
   2. D’intégrer dans le certificat les aspects liés au confort, au bien-être et à la santé des occupants ;
   3. De décomposer la réalisation du certificat PEB en deux temps : le temps de l’analyse et du diagnostic du bâtiment et le temps de la présentation de manière pédagogique par le certificateur des résultats au propriétaire. Ce moment doit se concevoir comme un accompagnement individualisé du propriétaire qui permet de l’informer, de le sensibiliser, de l’encourager, de l’inciter à mettre en œuvre les recommandations.
10. De réorienter les moyens de financement du mécanisme des certificats verts vers des politiques plus efficientes, **tout en assurant le financement du mécanisme en place pendant la durée de vie des certificats octroyés aux installations actuelles.**

## De parfaire les mécanismes régionaux de protection sociale en matière d’énergie en :

## simplifiant les procédures d’octroi du statut de client protégé et en renforçant le canal dit « BRUGEL » d’octroi de ce statut ;

## informant les bruxelloise-ses (1) de leur droit de bénéficier du statut de client protégé via une vaste campagne régionale de communication.

## D’octroyer temporairement le statut client protégé « crise économique «  aux :

## Bruxellois qui ont reçu une mise en demeure de leur fournisseur d’énergie et qui bénéficient ou ont bénéficié du chômage temporaire « énergie » pendant minimum 14 jours ;

* aux indépendants qui bénéficient ou ont bénéficié du droit passerelle en raison de leur facture énergétique. Ce statut leur permettra de bénéficier du tarif social pendant un an à partir de la date d’octroi et ainsi éviter temporairement la procédure de recouvrement de leur fournisseur commercial. Ce statut les protège également de la coupure.

1. De rendre au marché bruxellois de l’énergie son attractivité en simplifiant la procédure de résiliation des contrats et ce afin de réduire le prix de l’énergie . Il s’agit de privilégier la procédure de recouvrement de dettes « labélisée » avec encadrement stricte du régulateur bruxellois de l’Énergie (BRUGEL) permettant de mettre fin au contrat sans passage devant le juge de paix. Avant l’entame de la procédure de coupure, le recours systématique à la conciliation est privilégié.
2. De soutenir les TPE et PME très sensibles à l’évolution des prix de l’énergie en :
3. Accordant des primes aux secteurs dont le coût énergétique dépasse 8 % de leur chiffre d’affaires. Cette prime plafonnée prendra en charge les couts énergétiques à compter du dépassement de 100 % du montant de la facture de régularisation de l’année de référence 2021. Finance&Invest assurera l’analyse des candidatures des PME et TPE identifiées comme fragiles via le monitoring de l’IBSA et l’analyse de la part du cout énergétique dans leur chiffre d’affaires à compter du moment de la demande Les ratios de liquidité et solvabilité seront analysés, afin de leur accorder ou non une prime qui ne pourra excéder 5000 euros permettant de recouvrir l’augmentation des coûts des prix de l’énergie.
4. Octroyant, via Finance&Invest, des prêts à taux ultra-préférentiel aux TPE & PME qui décident d’acquérir un outil de production moins énergivore. Ce prêt sera octroyé, quand c’est techniquement possible et opportun, à une promesse d’acquisition dans les deux ans d’un outil de production plus performant sur le plan énergétique. Finance & Invest s’assurera du traitement du dossier de candidature et de l’analyse de l’opportunité de l’octroi du prêt. Le Gouvernement fixera les modalités de cette mesure.
5. Modifiant les plafonds actuels de la taxe annuelle sur les surfaces non-résidentielles due par le titulaire d’un droit réel sur un immeuble bâti ou une partie d’immeuble bâti non affecté à la résidence à respectivement 600 m2 et à 5.000 m2.
6. Ouvrant une ligne spécifique d’Homegrade tous les jours jusqu’à 20h pour les indépendants et entrepreneurs et en renforçant le nombre de conseillers qualifiés.

1. Prix au 29 août 2022 [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour l'électricité, les prix sont indiqués pour les clients suivants:

   clients résidentiels avec une consommation annuelle de 3.500 kWh équipés d’un compteur simple;

   clients professionnels avec une consommation annuelle de 50.000 kWh équipés d’un compteur simple.

   Pour le gaz naturel, les prix sont indiqués pour les clients suivants:

   clients résidentiels avec une consommation de 17.000 kWh/an;

   clients professionnels avec une consommation de 100.000 kWh/an. [↑](#footnote-ref-2)
3. IBSA (2022), *L’activité économique bruxelloise face à la crise énergétique, focus n°51,* consulté le 15.09.2022

   via, <https://ibsa.brussels/actualites/sortie-du-focus-ndeg51-l-activite-economique-bruxelloise-face-a-la-crise-energetique> [↑](#footnote-ref-3)
4. Ibidem [↑](#footnote-ref-4)
5. In L’Echo, L’Horeca est le secteur le plus exposé au choc énergétique, consulté en ligne le 19.09.2022 : <https://www.lecho.be/entreprises/general/l-horeca-est-le-secteur-le-plus-expose-au-choc-energetique/10412992> [↑](#footnote-ref-5)
6. Seuls les ménages bénéficiant d’un contrat variable (40%) avec une facture de régularisation échue durant les quatre premiers mois (janvier à avril) sont impactés directement par les effets de la hausse des prix. Par ailleurs, ces factures de régularisation calculées sur base d’un tarif variable ne reprennent que partiellement la hausse des prix. En effet, une facture annuelle reçue en avril reprendra au maximum 6/12ème de la hausse des prix. Les montants dus pour le reste de la période restent calculés sur des prix plus bas. [↑](#footnote-ref-6)
7. Étude (BRUGEL-ETUDE-20220712-42) relative au monitoring sur l’impact de la crise des prix de l’énergie sur les clients résidentiels et petits professionnels du 12/07/2022 [↑](#footnote-ref-7)
8. <https://www.rtbf.be/article/prix-de-lenergie-le-gouvernement-decide-enfin-de-nouvelles-mesures-daide-aux-foyers-et-aux-entreprises-11068133> [↑](#footnote-ref-8)
9. Les limites de revenu sont les suivantes :

   * Les isolés dont le revenu annuel net imposable ne dépasse pas 62.000 euros (pour information, le revenu médian net imposable est de 37.273 euros dans notre pays) ;
   * Les couples dont le revenu annuel net imposable ne dépasse pas 125.000 euros ;
   * Par personne à charge supplémentaire, 3700 euros s’ajoutent à ce revenu annuel net imposable.

   [↑](#footnote-ref-9)
10. Bureau Fédéral du Plan (2022), Perspectives économiques régionales 2022-2027, consulté le 20/09/2022 : <https://www.plan.be/publications/publication-2267-fr-perspectives_economiques_regionales_2022_2027> [↑](#footnote-ref-10)
11. PARLEMENT BRUXELLOIS (2022), Exposé général du budget 2022, p.89, consulté le 19/09/2022 : <http://weblex.brussels/data/crb/doc/2021-22/143209/images.pdf> [↑](#footnote-ref-11)
12. Source : Bruxelles-Environnement, données de 2019 : Au total en 2019, la Région de Bruxelles-Capitale a consommé 18.891 GWh (consommation finale énergétique et non-énergétique). Les vecteurs énergétiques principaux étaient le gaz naturel (44%), l'électricité (28%) et les carburants (25%). Les principaux consommateurs d'énergie sont les secteurs tertiaire (37 %) et résidentiel (les logements, 36 %). Suit  ensuite le secteur des transports (22%). [↑](#footnote-ref-12)
13. Conseil Central de l’Economie, « diagnostic du parc de bâtiment et des principaux obstacles à la rénovation », 26 janvier 2021, p.11. [↑](#footnote-ref-13)
14. Idem, p.12 [↑](#footnote-ref-14)
15. *La pose, sur le toit plat non isolé de 100 m² d’un immeuble, d’une couche d’isolant dont la résistance thermique R = 2.5 (exemples : 12 cm de laine de roche ou 9 cm de mousse de polyuréthanne ou 14 cm de verre cellulaire) permet de diminuer les rejets annuels (chauffage au gasoil) d’environ 104 kWh/m² x 100 m² x 0,264 kg > CO2 /kWh = 2 746 kg de CO2…*

    *Le remplacement des vitrages sur une surface de vitrage de 100 m² d’un immeuble* équipé d’une installation de chauffage au mazout dont le rendement est évalué à 70% *permet de diminuer les rejets annuels d’environ 221 kWh/m² x 100 m² x 0,264 kg CO2/kWh = 5  834 kg de CO2*

    *Dans cet exemple, la pose de vitrage doit bénéficier d’une aide plus élevée que la pose d’une couche d’isolation sur toit.*

    Source : energieplus-le site.be, « Évaluer les gains et la rentabilité de l’isolation thermique », site consulté le 20 septembre 2020. [↑](#footnote-ref-15)
16. Actuellement, le prêt à taux zéro existe déjà en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre mais à des niveaux différents en termes de montant, de durée et de condition. Bruxelles Environnement a conclu un partenariat avec la coopérative de crédit alternatif Crédal, qui permet de proposer aux personnes physiques un prêt au taux fixe de 0% à 1%. La RBC intervient financièrement dans ce crédit, étant donné que la banque Crédal prête à un taux de 0%, mais emprunte à ses coopérants à un taux qui varie entre 2 et 3% et, sur le marché classique du crédit, à un taux qui varie entre 4 et 5%. Le coût du différentiel d'intérêt entre ce qui est prêté à 0% et ce qui est emprunté est payé par la Région à partir du fond Energie. Cette offre, pourtant très attractive, rencontre peu de succès (140 demandes par an en moyenne). Il est proposé de booster ce mécanisme de partenariat. [↑](#footnote-ref-16)
17. Conseil Central de l’Economie, « diagnostic du parc de bâtiment et des principaux obstacles à la rénovation », 26 janvier 2021, p.46 [↑](#footnote-ref-17)
18. Idem, p.49 [↑](#footnote-ref-18)
19. Idem. P.54 [↑](#footnote-ref-19)
20. Conseil Central de l’Économie, p.51 [↑](#footnote-ref-20)
21. Ibidem, p.54 [↑](#footnote-ref-21)
22. L’autoconsommation collective, c’est le regroupement d’un ou plusieurs producteurs avec un ou plusieurs consommateurs proches géographiquement pour organiser la consommation de l’électricité produite. Cela permet d’utiliser directement au niveau du quartier l’excédent de production des détenteurs de panneaux photovoltaïque sans passer par le réseau de distribution classique. Ainsi, chaque citoyen peut gagner en autonomie énergétique, devenir acteur du marché en revendant sa production propre et contribuer à l’alimentation et l’équilibre du réseau. [↑](#footnote-ref-22)
23. Commission de l’environnement et de l’énergie, C.R.I. COM (2018-2019) N° 4, 2/10/2018, p.31 [↑](#footnote-ref-23)
24. Conseil Central de l’Economie, « diagnostic du parc de bâtiment et des principaux obstacles à la rénovation », 26 janvier 2021, p.50 [↑](#footnote-ref-24)
25. 404,49 euros selon les estimations du gouvernement [↑](#footnote-ref-25)
26. Johan Albrecht. 2009. « Transition énergétique : plus vite vers un système plus vert ? », Bruxelles. [↑](#footnote-ref-26)
27. Idem [↑](#footnote-ref-27)
28. Le tarif social est une mesure fédérale destinée à aider les personnes ou les ménages qui appartiennent à certaines catégories d’ayants droit, à payer leur facture d’électricité et/ou de gaz naturel. Le tarif social correspond à un tarif avantageux pour l’électricité et/ou le gaz naturel. Il est identique dans toute la Belgique, quel que soit le fournisseur d’énergie ou le gestionnaire de réseau. [↑](#footnote-ref-28)
29. Avis d’initiative (BRUGEL-AVIS-20210713-323), relatif à l’état du marché de l’énergie en Région de Bruxelles- Capitale, 13 juillet 2021, p.5 [↑](#footnote-ref-29)
30. Ibidem p.6. [↑](#footnote-ref-30)
31. Ibidem p.8 [↑](#footnote-ref-31)
32. Rappelons que depuis fin 2013, BRUGEL ne traite plus les dossiers pour lesquels il est acquis, dès le départ, que le ménage bénéficie du tarif social fédéral ou du statut BIM/OMNIO. Ces dossiers sont directement envoyés à SIBELGA et c’est dès lors sur ces filières que ces octrois sont comptabilisés. [↑](#footnote-ref-32)
33. Suite à une décision du gouvernement fédéral, depuis le 1er février 2021, les catégories structurelles des bénéficiaires du tarif social ont été complétées par une catégorie temporaire, à savoir les bénéficiaires de l’intervention majorée de la mutuelle (dits les clients « BIM »). Outre cette mesure d’aide temporaire, les catégories structurelles des bénéficiaires du tarif social **fédéral** sont fondées sur le statut social des ayants-droits, et non sur leur niveau de revenu. [↑](#footnote-ref-33)
34. **CREG :** Avis (A)2424 approuvé par le comité de direction de la CREG le 30 juin 2022, p.19-20 [↑](#footnote-ref-34)
35. Une baisse des accises sur le gaz, pour un volume de 50.000 mégawatts/heure et de 1.000 mégawatts-heure pour ce qui concerne l’électricité [↑](#footnote-ref-35)
36. Avis d’initiative (BRUGEL-A VIS-20210907-327) relatif à la baisse continue de la concurrence sur le marché de l’énergie en Région de Bruxelles-Capitale, p.4 [↑](#footnote-ref-36)
37. Avis d’initiative (BRUGEL-A VIS-20210907-327) relatif à la baisse continue de la concurrence sur le marché de l’énergie en Région de Bruxelles-Capitale, p.7 [↑](#footnote-ref-37)
38. Avis d’initiative (BRUGEL-A VIS-20210907-327) relatif à la baisse continue de la concurrence sur le marché de l’énergie en Région de Bruxelles-Capitale, p.10 [↑](#footnote-ref-38)
39. Avis (BRUGEL-A VIS-20210126-315) du 26 janvier 2021 relatif à l’avant-projet d’ordonnance modifiant l’ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité́ en Région de Bruxelles-Capitale, l’ordonnance du 1er avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles- Capitale et l’ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires en vue de la transposition de la directive 2018/2001 et de la directive 2019/944, p.46 [↑](#footnote-ref-39)
40. Pour l'électricité, les prix sont indiqués pour les clients suivants:

    clients résidentiels avec une consommation annuelle de 3.500 kWh équipés d’un compteur simple;

    clients professionnels avec une consommation annuelle de 50.000 kWh équipés d’un compteur simple.

    Pour le gaz naturel, les prix sont indiqués pour les clients suivants:

    clients résidentiels avec une consommation de 17.000 kWh/an;

    clients professionnels avec une consommation de 100.000 kWh/an. [↑](#footnote-ref-40)
41. Ibidem [↑](#footnote-ref-41)
42. Le tarif social est une mesure fédérale destinée à aider les personnes ou les ménages qui appartiennent à certaines catégories d’ayants droit, à payer leur facture d’électricité et/ou de gaz naturel. Le tarif social correspond à un tarif avantageux pour l’électricité et/ou le gaz naturel. Il est identique dans toute la Belgique, quel que soit le fournisseur d’énergie ou le gestionnaire de réseau. [↑](#footnote-ref-42)